



# LE DEVOIR



PEDRO RUIZ LE DEVOIR  
Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, invité du PQ de Mercier hier, a estimé que Bernard Landry survivrait à la crise politique qu'il traverse.

## Mercier épargne Landry... pour l'instant

KATHLEEN LÉVESQUE

Aucune fronde anti-Bernard Landry ne s'est mise en place dans Mercier où se déroulait hier le choix des délégués qui décideront du sort de leur chef au congrès de juin prochain. Les militants ont toutefois augmenté la pression sur lui, préférant la voie rapide et rejetant ainsi son idée de tenir un référendum «le plus tôt possible».

La proposition émanant de l'exécutif national d'enclencher un référendum sur la souveraineté dans la première moitié d'un premier mandat péquiste satisfait les militants de Mercier; aucun débat n'a été soulevé. Si M. Landry avait d'abord appuyé cette idée pour la balayer sous le tapis deux jours plus tard, Mercier ne l'a pas suivi dans sa volte-face.

Pour le député de Mercier, Daniel Turp, c'est une question de cohérence. Le président de l'exécutif local François Rebello a renchéri: «On attend du chef qu'il nous donne confiance quant à la possibilité de gagner le référendum au début du mandat. C'est évident qu'il a des choses à faire dans les prochains jours et les prochaines semaines pour être capable de regagner cette

VOIR PAGE A 8: MERCIER

PARIS

## Qoreï, Chaath et Abbas au chevet d'Arafat

Jérusalem — Les trois dirigeants palestiniens Ahmed Qoreï, Nabil Chaath et Mahmoud Abbas sont attendus aujourd'hui en France pour s'entretenir avec les médecins de Yasser Arafat, hospitalisé depuis plus d'une semaine en région parisienne. Le gouvernement israélien a de son côté affirmé hier qu'un plan était prêt pour d'éventuelles obsèques du président de l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza.

Le ministre palestinien des Affaires étrangères Nabil Chaath a annoncé hier à l'Associated Press qu'il s'envolerait dès aujourd'hui pour Paris en compagnie du premier ministre Ahmed Qoreï ou de Mahmoud Abbas, numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), voire les deux. A Paris, le ministre français des Affaires étrangères Michel Barnier a confirmé dans la soirée que MM. Qoreï, Abbas et Chaath étaient tous trois attendus aujourd'hui à Paris.

Ahmed Qoreï et Mahmoud Abbas coordonnent depuis plusieurs jours les initiatives visant à garantir le calme dans les territoires palestiniens si Yasser Arafat venait à mourir.

VOIR PAGE A 8: ARAFAT

INDEX

7	Annances .....	B 4	Idées .....	A 7
8	Avis publics ..	B 5	Météo .....	B 5
9	Convergence ..	B 6	Monde .....	A 5
10	Culture .....	B 8	Mots croisés ..	B 5
11	Décès .....	B 4	Religions .....	B 5
12	Économie .....	B 1	Sports .....	B 4
13	Éditorial .....	A 6	Télévision .....	B 7

## Irak: l'état d'urgence

- La guérilla a tué plus de 50 policiers en 48 heures
- Fallouja a été bombardée en vue d'un assaut final



Des résidents de Bagdad regardent brûler un véhicule à la suite d'une attaque, hier, au centre de la ville. Devant la recrudescence de la violence qui menace la tenue d'élections en janvier, le premier ministre Allaoui a décrété l'état d'urgence pour deux mois dans tout le pays, à l'exception du Kurdistan.

Bagdad — Devant une nouvelle montée de la violence, le premier ministre irakien, Iyad Allaoui, a décrété l'état d'urgence pour deux mois dans tout le pays, Kurdistan excepté, tandis que les forces américaines commençaient à bombarder Fallouja en vue d'un assaut final.

M. Allaoui a expliqué que sa décision était nécessaire pour assurer les élections prévues en janvier. «C'est un message fort pour montrer que nous sommes sérieux. Nous voulons sécuriser le pays pour que les élections puissent se dérouler de manière pacifique», a-t-il dit.

Le décret permettra aux autorités d'imposer des couvre-feux, d'interdire les réunions, de surveiller les communications et de procéder à des arrestations.

«J'espère que les terroristes vont comprendre le message», a ajouté M. Allaoui.

Le gouvernement s'est doté de pouvoirs spéciaux peu après avoir pris les rênes du pays des mains de l'administration américaine le 28 juin, mais il ne s'en est pas encore servi malgré la virulence de l'insurrection qui sévit dans le pays.

Allaoui fait tout son possible pour trouver une solution pacifique au bras de fer opposant insurgés et

forces américaines à Fallouja, a assuré son porte-parole, Saïr al Nakib.

«Il continue d'espérer qu'il peut être possible d'éviter une grande confrontation militaire à Fallouja, et il s'est engagé, lui et ses ministres, dans un ultime effort pour voir s'il est possible de trouver une solution pacifique», a-t-il expliqué, ajoutant que le premier ministre n'était «toutefois pas optimiste».

VOIR PAGE A 8: IRAK

■ L'éditorial de Serge Truffaut, page A 6

L'ENTREVUE

## L'autre visage du trafic de femmes

L'anthropologue québécoise Thérèse Blanchet tente de démêler l'écheveau complexe de la condition féminine au Bangladesh

Exilée au Bangladesh, l'anthropologue québécoise Thérèse Blanchet dirige un centre de recherche qui a fait de la situation des femmes sa spécialité. Elle lutte pour que soit reconnu, au-delà du trafic de femmes, le phénomène de leur émigration qui donne à ces oubliées d'Allah le début d'un sentiment de liberté.

FRÉDÉRIQUE DOYON

Les mots ne traduisent pas toujours la réalité. Parce qu'ils sont de puissants instruments de pouvoir, ils camouflent souvent les stigmates de l'histoire. Surtout au Bangladesh, l'un des pays les plus pauvres et les plus corrompus de la planète. Et encore davantage dans sa population féminine, frappée d'ostracisme par les traditions et l'islam.

Là-bas, le mariage renvoie encore à une institution arrangée ainsi qu'à la traite transfrontalière des femmes. Mais le trafic de femmes recouvre une réalité bien plus vaste et complexe qu'on ne l'imagine, où s'enracine paradoxalement leur émancipation naissante. «On a beaucoup de fausses idées sur le trafic de femmes», explique Thérèse

Blanchet, anthropologue québécoise qui vit au Bangladesh depuis 26 ans et qui a mené plusieurs études sur le sujet. «Ce n'est pas noir et blanc, c'est tout en nuances de gris.»

Il y a donc tout lieu de s'y perdre et, une fois de plus, de détourner le regard de ce pays oublié, ravagé par la pauvreté et la corruption, où 140 millions d'habitants se partagent un territoire minuscule, cinq fois plus petit que la France.

Quand elle dit aux autorités de Dacca qu'elle mène des études sur la migration des femmes, Thérèse Blanchet, que *Le Devoir* a rencontrée à Montréal où elle garde un pied-à-terre, reçoit une réponse tout à fait symptomatique du problème bengali: «On n'a pas de migration, on a le trafic de femmes.» À l'instar des hommes, les femmes de



Thérèse Blanchet

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

ce pays démunis traversent aussi des frontières en quête d'une vie meilleure. Mais bien qu'elles représentent plus de la moitié des travailleurs migrants, le gouvernement ne veut pas le reconnaître.

«Il est plus facile de parler de trafic de

femmes que d'émigration parce qu'en parlant de trafic on peut dire: «Femmes victimes, pays victime, société victime», s'exclame cette dame qui semble avoir un peu de sang bengali dans les veines.

VOIR PAGE A 8: BLANCHET

# LES ACTUALITÉS

## Vie privée à vendre

Une société américaine vendrait des renseignements personnels sur des Canadiens

JIM BRONSKILL

Ottawa — Des défenseurs de la vie privée ont déposé une plainte contre une entreprise américaine qui recueille des renseignements personnels dans Internet pour ensuite les vendre.

La Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada (CIPPIC) a déposé une plainte auprès de la Commissaire à la vie privée Jennifer Stoddart à propos de la société Abika, basée au Wyoming.

Cette affaire est représentative du nombre grandissant de dossiers numériques qui traversent les frontières et de la difficulté de réglementer l'usage de renseignements personnels. De même, elle permet de s'interroger sur la portée de la loi canadienne sur l'utilisation de renseignements personnels par les entreprises.

La CIPPIC allègue que la compagnie Abika contrevient à la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques. Selon la clinique, l'entreprise recueillirait et diffuserait des renseignements personnels sur des Canadiens à des fins inappropriées, à l'insu des premiers intéressés et sans leur consentement.

Ainsi, Abika récolterait et vendrait toute une panoplie de renseignements qu'*«on considérerait normalement comme confidentiels»*, notamment des rapports de police, des dossiers criminels, des listes de numéros de téléphone, voire des dossiers médicaux.

«A qui et à quelles fins ces renseignements sont attribués échappent à leur ressort», a déclaré la directrice exécutive de la clinique basée à Ottawa, Philippa Lawson. *«Nous avons procédé à des vérifications et constaté que bon nombre des renseignements étaient foncièrement inexacts.»*

Pour sa part, Abika soutient qu'elle n'enfreint pas la loi. Il s'agirait essentiellement d'un fureteur géant qui trouve des renseigne-

ments déjà accessibles dans des banques de données publiques ou privées. *«Nous avons conçu cette technologie de recherche qui trouve exactement ce que vous cherchez, si c'est disponible»*, a déclaré le président de l'entreprise, Jay Patel.

### Profils psychologiques

La CIPPIC prétend également qu'Abika viole la loi sur la protection des renseignements personnels en diffusant, par l'entremise de son service de profilage psychologique, des données inexacts sur certaines personnes.

Sur son site Internet, Abika affirme que son profilage permet de connaître les antécédents d'une personne, notamment ses préférences passées et actuelles. Les profils sont constitués de renseignements sur l'historique des achats, l'adhésion à divers organismes, les dossiers judiciaires, les titres de propriété, les opinions exprimées dans des salles de clavardage. D'autres méthodes sont aussi employées, telles que des comparaisons statistiques avec des pairs, des sondages, des renseignements fournis par des amis, des collègues ou des parents.

Mme Lawson a commandé son propre profil psychologique et a qualifié les résultats de *«risibles»* tant ils étaient faux — ils laissaient notamment entendre qu'elle avait des penchants sado-masochistes. Elle a ajouté qu'elle serait très inquiète si des compagnies d'assurance ou des employeurs potentiels faisaient appel à de tels services pour fonder leurs décisions.

La porte-parole de la Commissaire à la vie privée n'a pas voulu faire de commentaires.

M. Patel a signalé que trois millions de clients faisaient appel à ses services chaque année. Il a même dit que des agences fédérales étaient du nombre, mais a refusé de les nommer.

Presse canadienne

Troisième journée de grève

## Le conflit se corse à la SAQ

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

À la troisième journée du mouvement de grève générale de quatre jours entamé vendredi dans les succursales de la Société des alcools du Québec (SAQ), la Cour supérieure a accepté hier l'injonction déposée samedi par l'employeur et a imposé qu'un maximum de 10 piqueteurs se trouvent à l'entrée de 25 des magasins qui demeurent ouverts pendant le conflit. Le syndicat menace pour sa part de perturber la période des fêtes si la situation ne se règle pas rapidement.

Hier, la SAQ a pu ouvrir une soixantaine de succursales, soit une vingtaine de plus que ce qui avait été prévu au début de la grève. Ce sont alors des cadres qui effectuent le travail des syndiqués.

De son côté, le syndicat a répliqué en portant plainte devant le ministère du Travail pour pratiques antisyndicales, accusant la SAQ d'employer des briseurs de grève.

«On avait mal calculé nos effectifs», réplique une porte-parole de la SAQ, Linda Bouchard. Selon elle, l'injonction était nécessaire pour éviter que des affrontements n'éclatent sur certaines lignes de piquetage. Samedi, un peu de grabuge a été noté à Gatineau. «On ne veut pas restreindre le droit à la grève», explique M. Bouchard. *«On veut seulement s'assurer que la clientèle puisse circuler normalement.»*

Mais, pour le président du syndicat, Martin Charron, cette mesure est disproportionnée par rapport aux événements. *«C'est dommage. Les trois endroits où il y a eu du grabuge, ce sont des agents de sécurité engagés par la SAQ qui ont provoqué nos grévistes. La clientèle n'a pas eu de problème à passer, généralement. C'est sûr que ça impose un peu, une ligne de piquetage, mais il n'y a pas d'agressivité de notre côté. L'employeur essaie simplement de nous empêcher d'exercer librement notre droit de grève, et c'est décevant, surtout de la part d'un mandataire du gouvernement.»*

M. Charron souhaite l'intervention du gouvernement Charest auprès de la SAQ. Selon lui, le gouvernement a l'obligation de faire respecter les lois qui sont votées au Québec. Il a souligné que, si Jean Charest se permet de faire la morale à Wal-Mart à propos de son attitude antisyndicale, le premier ministre a l'obligation d'exiger de la SAQ qu'elle respecte les lois québécoises.

### Pas de chiffres

La grève se termine ce soir. La SAQ ne pouvait hier chiffrer exactement les pertes subies,



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Des grévistes montaient la garde hier sur le boulevard de Maisonneuve Ouest, devant une succursale de la SAQ ouverte malgré le conflit.

«puisque beaucoup de consommateurs ont acheté jeudi en prévision des fermetures», selon Linda Bouchard. Demain, les négociations reprendront devant le conciliateur. Des deux côtés, on affirme que l'atmosphère reste relativement bonne à la table et que la vo-

lonté d'en arriver à une entente est partagée. *«On demande seulement des conditions de travail et de qualité de vie meilleures»*, explique Martin Charron. *«Je pense que c'est raisonnable. La SAQ semble à l'aise avec le concept, mais on attend des résultats.»*

Si ça ne débouche pas rapidement, le syndicat évoque une autre grève générale, celle-là illimitée, juste à temps pour les fêtes. *«Le message est clair de notre côté.»*

Le Devoir  
Avec la Presse canadienne

### EN BREF

#### Le Bloc promet des drapeaux aux vétérans

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe a promis hier que les anciens combattants de la légion canadienne de Richmond, en Estrie, recevraient leurs drapeaux canadiens aujourd'hui. M. Duceppe a affirmé que toute l'affaire entourant le député bloquiste de Richmond-Arthabaska, André Bellavance, n'avait été qu'un malentendu. *«Il n'est pas question de refuser de donner des drapeaux»*, a-t-il indiqué. M. Bellavance aurait refusé récemment de faire parvenir des drapeaux canadiens à la section

de la Légion royale canadienne dans sa circonscription électorale, ce qui avait provoqué un tollé général au sein des milieux politiques. Le vice-président de la Légion canadienne de Richmond, John Hill, a confirmé que le Bloc enverrait trois drapeaux unifoliés aux vétérans. *«C'est gentil, mais cela aurait été plus gentil si nous en avions obtenu un dès le début»*, a-t-il dit. La petite organisation a reçu des douzaines de drapeaux provenant de partout au Canada. Le premier ministre a fait livrer samedi le drapeau qui flottait au-dessus de la Tour de la paix du Parlement canadien tandis que le chef de l'opposition officielle, Stephen Harper, est venu lui-même en porter un. — PC

## Les conservateurs font du charme aux Québécois

Québec — Conformément aux efforts de relance du Parti conservateur au Québec, la lieutenant politique de la formation, Josée Verner, entreprend aujourd'hui une tournée de la province pour aller chercher des appuis, encourager les organisateurs locaux et tenter de recruter des candidats intéressants.

«Il faut que nous nous fassions connaître, affirmait récemment Mme Verner. Nous devons nous enraciner et faire connaître nos idées. Les gens ne nous connaissent pas vraiment avant les [dernières] élections, et nous avons encore du travail à faire.»

Mme Verner admet que les jours de gloire du parti au Québec, sous Brian Mulroney, sont probablement hors d'atteinte. Aux élections de juin dernier, le nouveau Parti conservateur, dirigé par Stephen Harper, n'a fait élire aucun député, et n'a récolté qu'un peu plus de 8 % des suffrages exprimés.

Dans le courant du mois, les conservateurs tiendront une réunion au Québec où ils tenteront d'élaborer un programme politique en prévision du congrès national du mois de mars, qui aura lieu à Montréal.

Selon Martial Asselin, sénateur conservateur à la retraite, le parti montre des signes de vitalité qu'on ne lui avait pas vus au Québec depuis une bonne douzaine d'années. A son avis, M. Harper veut réellement effectuer une percée au Québec.

De passage à Montréal, samedi, le leader conservateur a pris le temps de se rendre à Richmond, dans les Cantons-de-l'Est, pour distribuer des drapeaux canadiens à d'anciens combattants et leurs proches, après que le député bloquiste local, André Bellavance, eut refusé de le faire.

M. Harper a rejeté du revers de la main la suggestion voulant que ce déplacement ait été avant tout de nature politique. *«Je me trouvais à Montréal. Il était facile pour moi de me rendre ici [à Richmond]. C'était une excellente occasion de venir ici serrer quelques mains et faire quelque chose à l'occasion du Jour du souvenir.»*

### Des obstacles

M. Asselin admet cependant que M. Harper a encore des efforts à faire pour mieux connaître le Québec. Sa récente proposition de fédéralisme à la belge, par exemple, était une erreur, selon lui — un échec assuré auprès des Québécois.

Il reste d'autres obstacles. Mme Verner elle-même reconnaît que le parti traîne une image *«redneck»* au Québec, en raison de ses origines associées à l'Alliance canadienne et au Parti réformiste. Les positions de plusieurs conservateurs opposés au libre-choix en matière d'avortement, et au mariage de conjoints de même sexe, ont aussi alimenté cette impression.

Mme Verner est consciente que les conservateurs ne pourront aspirer à gouverner le pays sans avoir de député du Québec. Candidate dans la circonscription de Louis-Saint-Laurent aux dernières élections fédérales, elle est arrivée bonne deuxième, loin devant le candidat libéral, et elle est convaincue que sa formation remportera des sièges au Québec, y compris dans son comté, aux prochaines élections. Elle refuse cependant de prédire combien de députés le PCC pourrait faire élire.

Presse canadienne

## Destinations

voyages  
bergeron.com

FUYEZ L'HIVER,  
RÉSERVEZ EN LIGNE :

www.voyagesbergeron.com

Depuis 1950

**ESPAGNE**  
Costa Del Sol  
Bajondillo

**LONG SÉJOUR**  
CÔTE D'AZUR

1 mois, Cannes Verrerie  
2 départs :  
28 février et 7 mars  
Super vente à partir de **1669 \$**  
occ. double, taxes incluses

à partir de  
novembre, 3 sem. **1370 \$**  
occ. double, taxes incluses  
16 février, 4 sem. **2190 \$**  
occ. double, taxes incluses  
24 février, 3 sem. **1895 \$**  
occ. double, taxes incluses

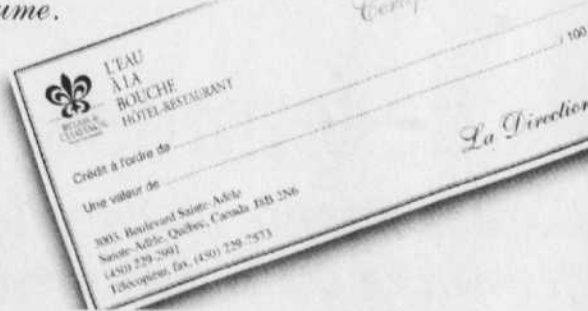
MONTRÉAL PLACE LONGUEUIL

T. 514-273-3301/1-866-273-3301

T. 450-651-9551/1-877-651-9551

www.voyagesbergeron.com

En toute occasion, les Certificats-cadeaux L'Eau à la Bouche sont une façon originale de dire merci ou tout simplement je t'aime.



www.leualabouche.com  
Ste-Adèle 450.229.2991

**Auberge de la gare**  
COMPLÈTE HOTELIERE

Le charme d'une auberge...  
Le cachet d'un grand hôtel...

**Près de tout**  
- Centres-villes d'Ottawa et de Gatineau  
- Meilleurs restaurants de la région  
- Casino du Lac Leamy  
- Pistes cyclables  
- Parc de la Gatineau  
- Robais de 10\$/jour  
Voir notre promotion sur :  
www.aubergedelagare.ca

**RÉSERVATION**  
1 866 778-8085

Avec nos compléments  
- Petit déjeuner continental  
- Stationnement  
Tarif d'affaires à partir de 86\$

Auberge de la Gare 205, St-Joseph, Gatineau (secteur Hull) Qc J8Y 5X5  
TEL.: (819) 778-8085 Fax: (819) 595-2021

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez  
Jean de Billy au 514-985-3456 : : : : : jdebilly@ledevoir.com

LOTO QUÉBEC		Résultats	
Tirage du		Tirage du	
2004-11-05		2004-11-06	
<b>7/7</b>	1	5 000 000,00 \$	
<b>6/7+</b>	2	128 534,90 \$	
<b>6/7</b>	97	2 318,90 \$	
<b>5/7</b>	4 979	161,30 \$	
<b>4/7</b>	111 702	10,00 \$	
<b>3/7+</b>	103 002	10,00 \$	
<b>3/7</b>	930 097	Participation gratuite	
Complémentaire : (25)		Complémentaire : (12)	
Ventes totales : 13 772 222 \$		Ventes totales : 26 813 922 \$	
Prochain gros lot : 2 500 000 \$		Prochain gros lot (appr.) : 4 000 000 \$	
<b>649 DES GROS LOTS PLUS GROS, PLUS SOUVENT</b>			
LOTO 49		Tirage du	
2004-11-06		2004-11-05	
<b>6/6</b>	0	1 000 000,00 \$	
<b>5/6+</b>	0	50 000,00 \$	
<b>5/6</b>	13	500,00 \$	
<b>4/6</b>	923	50,00 \$	
<b>3/6</b>	18 043	5,00 \$	
Complémentaire : (17)		Complémentaire : (17)	
Ventes totales : 612 503,50 \$		Ventes totales : 612 503,50 \$	
Extra		Extra	
Tirage du		Tirage du	
2004-11-05		2004-11-06	
NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT
381695	100 000 \$	374901	100 000 \$

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.



Chantal Hébert

## Élections américaines, leçons canadiennes?

Il ne se passe guère de campagne aux États-Unis qui ne fasse l'objet d'autopsie par les stratèges politiques des grands partis canadiens, et celle de la semaine dernière ne fera pas exception à la règle. En matière électorale, la classe politique canadienne n'en est pas à une importation près.

Les gourous des sondages sans lesquels aucun parti digne de ce nom au Canada ne part plus en campagne et les *spin doctors*, ces hommes et femmes à gages à qui tant de politiciens s'en remettent pour donner un sens à leur langue de bois, sont deux concepts d'inspiration américaine. Et si les faiseurs d'images canadiens n'ont pas encore trouvé la manière d'incorporer efficacement la publicité négative à la culture électorale canadienne, cela n'est pas faute de continuer d'essayer.

Dans l'état de fébrilité électorale permanente qui caractérise la scène fédérale, on n'a pas fini de fouiller dans les entrailles de la victoire du clan Bush en quête de quelque leçon utile pour la suite prochaine des choses au Canada. Parions que, au bout de l'exercice, ce sont les libéraux de Paul Martin qui en tireront le plus grand enseignement.

En termes strictement électoraux, l'équipe Bush a réussi là où celle de Paul Martin a échoué. À six mois d'intervalle, les élections canadiennes ont diminué l'équipe ministérielle canadienne tandis que la présidence a été renforcée par le scrutin américain.

Pour arriver à ses fins, l'équipe républicaine a divisé l'électorat à son avantage. Des millions d'Américains ont voté pour George W. Bush, mais c'est en exploitant des thèmes polarisants mais marginaux comme le mariage gai que sa campagne a réussi à mobiliser une frange de l'électorat qui a fait pencher la balance la semaine dernière.

Autant la polarisation a été la marque de commerce de la campagne américaine, autant la ruée des partis fédéraux vers le centre consensuel a été celle de la campagne canadienne. Fidèle à sa tradition, après avoir beaucoup gouverné à droite, le Parti libéral a fait campagne à gauche. Pour mieux faire le plein de votes libéraux, le Bloc québécois a arrondi les coins de son discours souverainiste. Le NPD a tempéré son programme avec un discours plus respectueux de l'équilibre budgétaire. Surtout, le Parti conservateur a profité de la réconciliation de ses éléments fraticides pour sabler ses aspérités réformistes et alliés.

Pour y arriver, Stephen Harper a pris ses distances des thèmes moraux si chers aux réformistes. Il s'est lancé dans une entreprise de séduction du Québec. Il a mis de l'eau dans le vin de l'appui de la formation à la guerre en Irak. À l'instar des libéraux, le PC clame son appui au régime public d'assurance-maladie. Il n'évoque plus de scénario de baisses d'impôt sans parler de privilégier les contribuables à plus faible revenu.

Dans la foulée des élections américaines, il se trouve aujourd'hui des penseurs de droite pour croire que M. Harper fait fausse route en recentrant ainsi sa formation. Parce que son parti est le seul au Canada à pouvoir jouer du côté de l'échiquier qu'a si bien occupé le président Bush, ceux-là se disent que le Parti conservateur devrait s'approprier la formule. Sauf que c'est exactement ce qu'avait tenté l'ancien Parti réformiste avec les résultats limités que l'on sait. Dans les faits, Stephen Harper et son parti risquent davantage de faire les frais d'une stratégie à la républicaine que d'en tirer profit.

Car ici, le terrain propice à la polarisation avantage les libéraux. Le PLC n'a d'ailleurs pas vraiment attendu les stratèges républicains pour s'en apercevoir. D'emblée, le printemps dernier, Paul Martin avait présenté la campagne électorale comme une guerre de valeurs entre son parti et celui de Stephen Harper. Pour arriver à ses fins, l'équipe libérale a amplifié les moindres écarts de certains dinosaures réformistes. En fin de campagne, M. Martin a transformé le premier ministre albertain Ralph Klein en loup-garou pour mieux faire passer son message anti-conservateur sur l'assurance-maladie.

Ce faisant, l'équipe Martin a joué aussi gagnant que le président Bush. La stratégie a permis aux libéraux de l'emporter à l'extérieur du Québec et de garder le pouvoir. Si les résultats québécois avaient été à l'image de ceux du reste du Canada, ils seraient à la tête d'un gouvernement majoritaire. Or si le rendement libéral au Québec n'a pas été à la hauteur, il s'en trouve plusieurs pour conclure que c'est justement parce que le PLC a renoncé, le temps d'une campagne, à polariser l'électorat sur la question nationale.

À terme, la victoire du clan Bush risque d'être plus problématique électoralement pour Stephen Harper et pour les tiers partis que pour Paul Martin. Dans sa foulée, bon nombre de Canadiens seront plus réfractaires que jamais à l'idée de voir arriver au pouvoir un parti susceptible d'être davantage sur la même longueur d'ondes que l'administration qu'ils jugent la moins digne de confiance de l'histoire récente. Le NPD et le Bloc devront se méfier encore davantage d'un mouvement de repli de leurs votes vers les libéraux.

Le résultat américain va vraisemblablement encourager les libéraux fédéraux à s'avancer plus loin sur la voie de polarisation aux prochaines élections. Au Québec, la polarisation réussie par le clan Bush ne pourra que rappeler aux stratèges libéraux qu'ils s'en tiraient beaucoup mieux quand ils s'efforçaient de diviser le vote sur l'axe du fédéralisme et de la souveraineté qu'avec une stratégie plus rassembleuse.

chebert@thestar.com

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

# POLITIQUE

**Nass El Ghiwane**  
Festival «Monde Arabe» Montréal  
Dimanche 14 novembre 2004 - 20h  
Place des Arts, Salle Wilfrid Pelletier  
PDA 514-842-2112 www.pda.qc.ca  
Billetterie - Admission 514-790-1245  
Info FMA 514-747-0000/www.festivalarabe.com

## Baptême public de Projet Montréal Un parti vert fait son entrée en politique municipale

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Après quelques mois d'existence officielle, le parti municipal Projet Montréal (PM) est maintenant officiellement né. Le baptême public du nouveau parti s'est fait hier, rue Panet, devant une centaine de personnes qui ont passé leur dimanche à discuter des orientations à donner à la nouvelle formation politique verte, partisane d'un développement durable concret. Prochains objectifs: élaborer un programme complet d'ici mai et élire un chef capable de lutter contre le maire Gerald Tremblay et le chef de l'opposition, Pierre Bourque.

Projet Montréal, c'est ce parti qui distribue dans la rue des publicités sous forme de fausse carte de métro «à 40 \$». Une «mesure spectaculaire», comme la décrit l'actuel chef et fondateur du parti, Richard Bergeron, qui vient illustrer sommairement l'objectif premier de PM: réduire la circulation automobile à Montréal et augmenter parallèlement l'offre de transports en commun (notamment avec des services de tramway). Avec son intention affichée de faire diminuer la circulation automobile dans plusieurs rues et ruelles de Montréal, puis avec celle d'imposer un moratoire sur tout ce qu'ils appellent «le développement véhiculaire», PM aspire à un «Montréal autre, plus vert, équitable et durable», selon Richard Bergeron, auteur du *Livre noir de l'automobile* et responsable des analyses stratégiques à l'Agence métropolitaine de transport.

S'attaquer au problème automobile constituerait la première action d'une administration dirigée par Projet Montréal. Ailleurs, l'administration traiterait le «développement durable comme une obligation morale», elle placerait «l'être humain au dessus de tout» — le mot équité revient souvent dans les discours —, prônerait une démocratie «réellement participative», et elle miserait sur l'amélioration de la qualité de vie pour freiner l'exode des citoyens vers la banlieue (logement plus abordable pour les familles, plus de verdure pour masquer béton et asphalte, moins de bruit ambiant grâce à la réduction de la circulation). Le programme actuel du parti (reconnu depuis juin par le directeur des élections) peut être consulté au [www.projetmontreal.org](http://www.projetmontreal.org).

### Une utopie?

Projet utopiste? Richard Bergeron affirme que non. «Si on compare à la naïveté qui nous tient lieu de gouvernance, peut-être que ça a l'air utopiste. Le projet est osé et ambitieux, mais il se situe dans la bonne moyenne de ce qu'on voit dans des villes européennes de taille comparable. Le problème ici, c'est que tout le monde parle de développement durable, mais que personne n'a le courage



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le chef et fondateur du parti, Richard Bergeron, explique que Projet Montréal aspire à un «Montréal autre, plus vert, équitable et durable».

d'agir. C'est ce qu'on veut faire, avec un programme réaliste. On veut être perçus comme des candidats crédibles à la gouvernance de Montréal.»

Pour y arriver, le parti devra bien sûr accoucher d'une plate-forme peaufinée (les ateliers thématiques tenus hier ont débouché sur des conclusions plutôt générales). «Mais on a six mois devant nous», explique Richard Bergeron, «ça nous donne le temps d'y arriver.» Autrement, PM devra aussi se libérer d'une certaine image qui lui colle à la peau, avance M. Bergeron. «On nous présente comme le parti des intellos de gauche du Plateau [...]. Mais il faudra s'en défendre. Surtout que c'est sûrement sur le Plateau qu'il y a le moins à faire. On peut apporter partout avec notre approche», estime-t-il.

Parmi les autres difficultés à surmonter, le chef de Projet Montréal cible le problème des têtes d'affiche:

avoir quelques gros noms dans les rangs (il y a actuellement 250 membres du parti) est essentiel pour gagner en crédibilité, dit-il. Hier, Louise Harel devait d'ailleurs faire un discours lors de la plénière, mais elle n'est pas venue. M. Bergeron ne savait pas trop comment interpréter cette absence. Par contre, Amir Khadir, porte-parole national de l'Union des forces progressistes (UFP), a accepté l'invitation de PM. En entrevue, M. Khadir souligne que «l'UFP et PM partagent beaucoup de choses en commun», notamment un «engagement environnemental qui montre la nécessité d'avoir une approche globale pour trouver les solutions. Projet Montréal n'est pas la caricature du parti anti-automobile qu'on lui accole», dit le docteur Khadir.

Le Devoir

## La tournée préélectorale de Paul Martin aurait coûté un million en frais de transport

ALEXANDER PANETTA

Ottawa — La tournée préélectorale du premier ministre Paul Martin, au printemps, aurait coûté jusqu'à un million de dollars aux contribuables, uniquement en frais de déplacement, indiquent des documents gouvernementaux.

Le premier ministre a effectué 28 voyages à bord du *Challenger* du gouvernement en direction de toutes les régions du pays au cours des cinq mois précédant l'appel aux urnes, le 23 mai. Ces déplacements incluaient des événements de nature éminemment politique, comme la présentation de l'équipe des candidats libéraux en Colombie-Britannique.

Au cabinet du premier ministre, on insiste sur le devoir qu'a M. Martin de visiter toutes les parties du Canada. C'est un aspect important de son travail, et il ne s'en excusera pas, déclarait son porte-parole Scott Reid.

La facture exacte des déplacements aériens de membres du gouvernement est difficile à calculer, à

cause des interprétations divergentes de ce qui entre en ligne de compte. Cela varie de 2032 \$ à plus de 8000 \$ l'heure. M. Martin a eu recours à l'avion du gouvernement pour plus de 124 heures de vol entre janvier et mai — c'est près de deux fois les 73 heures accumulées au cours de la même période, l'année précédente, par Jean Chrétien, alors premier ministre, selon les carnets de vol du ministère de la Défense.

M. Chrétien avait parfois été accusé de négliger certaines régions du pays dans ses déplacements, et M. Martin s'était engagé à remédier à cela. Ce qu'il a fait en se rendant dans des coins isolés où on ne pouvait se rappeler la dernière visite d'un premier ministre. Ainsi est-il allé faire du traîneau à chiens à The Pas, au Manitoba, en février.

### Courtiser l'électorat

Mais les députés de l'opposition soutiennent que les contribuables ont dû payer des voyages uniquement destinés à courtiser l'électorat en prévision du scrutin.

### EN BREF

#### Un fugitif irakien sera expulsé du Canada

Toronto — Un fugitif irakien sera expulsé du Canada après avoir tenté en vain de profiter de l'offensive américaine dans son pays pour obtenir le statut de réfugié, a rapporté hier le *Toronto Sun*. L'homme, dont l'identité n'a pas été dévoilée et qui vit à Toronto, n'a pas réussi à convaincre la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) du Canada que, s'il retournait en Irak, il serait la cible de ses compatriotes à cause de ses opinions pro-américaines. L'an-

cienn soldat a affirmé à la Commission qu'il serait frappé d'ostracisme parce que sa famille a soutenu l'armée américaine en Irak. «Le demandeur a aussi participé, en tant que chite musulman, à des activités sous l'égide des Américains», ont indiqué les membres de la CISR. Mercredi, la demande de l'homme d'origine irakienne a été rejetée par la Commission. L'agence fédérale a ajouté que l'homme était actuellement l'objet d'un mandat d'arrestation pour vol, aux États-Unis. L'agence fédérale a décidé que l'homme n'était pas admissible à déposer une demande de statut de réfugié au Canada à cause de ses activités criminelles. — PC

#### Conférence du lieutenant-général Roméo Dallaire

Le rôle de l'histoire dans la formation citoyenne

Le vendredi 12 novembre à 18 h  
Pavillon Athanase-David, local D-R200  
1430, rue Saint-Denis

#### Entrée libre

Le lieutenant-général Roméo Dallaire est l'invité d'honneur du colloque «10 ans d'histoire militaire en français au Québec (1994-2004)» qui se déroule à l'UQAM les 10, 11 et 12 novembre 2004.

Renseignements :  
Mourad Djebabla, (514) 987-3000, poste 7950  
chaire-hector-fabre@uqam.ca

Programme disponible sur Internet au  
[www.unites.uqam.ca/chf](http://www.unites.uqam.ca/chf)

CHAIRE Hector-Fabre  
d'histoire du Québec  
UQAM

UQAM  
Prenez position

Choisissons notre monde...  
SANS ARMES CITOYENNES!

8<sup>e</sup> JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Conférence d'ouverture  
**Le pouvoir des médias dans l'édification de la paix**

avec **Reza**  
reporter-photographe et président de Aina (Afghanistan)

en compagnie de François Baghebo, auteur et journaliste d'origine rwandaise et Arnulfo Figueroa de CUSO-Québec (Guatemala)  
Animée par Pierre Therrien

Mercredi 10 novembre 17 h 30 à Montréal  
Salle Marie-Gérin-Lajoie, Pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM  
405, rue Sainte-Catherine Est, (métro Berri-UQAM)

Vendredi 12 novembre 19 h 30 à Québec  
École Nationale d'Administration Publique (ENAP),  
555, boul. Charest Est

Entrée libre

Présentée en collaboration avec  
Aina, UNESCO-BELL, AQOCI  
[www.aqoci.qc.ca](http://www.aqoci.qc.ca)

## • LES ACTUALITÉS •

## L'ombudsman de l'armée enquête en Afghanistan

TERRY PEDWELL

Ottawa — Pour mesurer les conditions de vie de nos soldats, quoi de mieux qu'une visite dans un lieu où ils risquent quotidiennement leur peau?

L'ombudsman de l'armée canadienne, André Marin, s'envolera pour l'Afghanistan la semaine prochaine et écouterà jour et nuit durant 48 heures les doléances des soldats au cours de rencontres seul à seul ou en groupe.

Il a indiqué qu'il examinera aussi l'état de santé général des 600 membres du corps expéditionnaire canadien de Kaboul. «Nous tenterons de déterminer s'il y a des problèmes persistants qui touchent la santé des troupes», a-t-il expliqué.

Des rumeurs courent à ce sujet au sein de l'armée. Elles font état de soldats qui reviennent d'Afghanistan avec des troubles respiratoires, des douleurs ou des lésions incurables. Mais M. Marin a dit qu'il n'avait reçu aucune plainte officielle de ce genre.

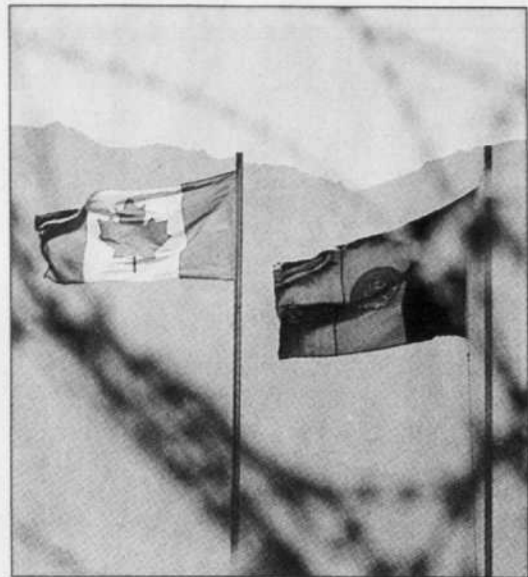
L'an dernier, la question de la qualité de l'air avait fait l'actualité. On disait alors que les matières fécales constituaient un tiers des polluants atmosphériques au camp Julien. Cette histoire relevait en fait du oui-dire.

Après la visite de l'ombudsman en novembre 2003, pas moins de 400 échantillons d'air ont été prélevés à Kaboul et aux environs du camp, situé dans les faubourgs de la capitale.

Les médecins militaires de même que le commandant des forces canadiennes stationnées là-bas, le major-général Andrew Leslie, avaient plus tard assuré qu'on avait rien trouvé de particulier. «Cette légende urbaine selon laquelle 30 % [des polluants] de l'air sont des matières fécales s'avère être de la foutaise», avait commenté le major-général en janvier.

«L'histoire avait soulevé une controverse, a relaté M. Marin. Nous avons donc envoyé rapidement nos ingénieurs afin de procéder à des tests et de rassurer les militaires.»

Par ailleurs, l'ombudsman mènera aussi des entrevues relativement à des enquêtes ouvertes à la suite de plaintes individuelles. «Nous avons toujours des enquêtes en cours dans toute une série de domaines.»



Les drapeaux canadien et afghan flottent côte à côte sur le camp Julien.

La plupart des troupes en poste en Afghanistan sont originaires d'Edmonton. Elles font de la reconnaissance et de la surveillance pour la brigade internationale à Kaboul.

M. Marin est revenu de sa dernière visite à Kaboul avec trois nouvelles enquêtes d'envergure. La première touchait au fait que les soldats se plaignaient de manquer de congés lors du retour au pays. L'ombudsman a produit un rapport recommandant d'accorder plus de «temps de détente» aux rapatriés.

Egalement, le bureau de l'ombudsman se penche toujours sur un manque apparent de personnel dans des postes-clés, ainsi que sur des pratiques de recrutement en cours dans l'armée.

Presse canadienne

## Suroît: le Comité du non revient à la charge

BERNARD LAMARCHE

La population de Beauharnois est invitée ce soir à une rencontre d'information concernant le projet du Suroît, dont les rumeurs disent qu'il pourrait être délaissé par Hydro-Québec. Question de garder la population vigilante, le Comité du Non à la centrale au gaz du Suroît veut s'assurer que les gens ne soient pas laissés dans le brouillard et qu'ils continuent à être informés.

Les hésitations du conseil municipal de Beauharnois, les manques de débat démocratique à propos de ce projet controversé et les récentes bonnes intentions formulées par Hydro-Québec au sujet de la solution de rechange que constitue l'éolienne forcent le Comité à reprendre le collier.

C'est surtout la rumeur publique voulant que la centrale thermique pourrait être mise de côté par Hydro-Québec, rumeur considérée comme fautive par les opposants du projet, qui motive

cette sortie publique. Joint hier au téléphone, le porte-parole pour le Comité du non, André Trotter, affirme que le comité «s'est informé, puis a appris qu'Hydro-Québec n'a pas décidé de laisser aller le projet. Nous, on ne lâchera pas».

Ainsi, le Comité du non incite la population à exercer plus de vigilance compte tenu des effets potentiellement désastreux du projet du Suroît. Plusieurs spécialistes seront conviés à la table pour étoffer le dossier. Sans surprise, le Comité du non annonce clairement que «cette activité s'inscrit dans une campagne locale voulant contrer la réalisation du projet». Des représentants de Greenpeace, du Conseil québécois des médecins de famille, de la CSN, de la Coalition Québec-Vert-Kyoto et d'Équiterre exposeront les aspects méconnus du projet d'Hydro-Québec.

### Deux objectifs

La rencontre vise notamment deux objectifs. Premièrement, il

s'agit de ne pas donner l'impression au gouvernement que la population de Beauharnois se désintéresse du dossier. Mais encore, le comité entend promouvoir le développement local de solutions de rechange, passant pour l'essentiel par la construction d'un parc d'éoliennes semblable à celui qui a été annoncé récemment pour la Gaspésie. Le comité pense à la construction d'un parc de 30 à 40 éoliennes sur les terrains convoités par Hydro-Québec.

«On veut avoir le plus de pourcentage possible qui soit contre le projet. Au printemps, le maire avait déclaré que 80 % de la population était contre», commente M. Trotter. Le Comité entend d'ailleurs faire réaliser un sondage afin de tater le pouls de la population et d'obtenir des chiffres plus à jour. La rencontre de ce soir a lieu à l'auditorium de l'École secondaire des Patriotes à Beauharnois. Elle débute à 19h.

Le Devoir

## Sept morts dans un déraillement de train en Grande-Bretagne

Upton Nerve — Les enquêteurs poursuivaient leurs investigations hier, alors que la carcasse du train Londres-Plymouth gisait toujours le long des voies, à quelques mètres du véhicule qu'il a percuté samedi soir à un passage à niveau automatique, faisant sept morts.

La voiture s'est engagée sur le passage à niveau avant que les barrières ne se referment sur elle et a été percutee par le train, a confirmé la British Transport Police (BTP).

Une tentative de suicide du conducteur de la voi-

ture qui aurait placé son véhicule délibérément sur la voie est une des pistes explorées par la police. Une autre hypothèse voudrait que le conducteur ait tenté de forcer le passage en contournant les demi-barrières de ce passage à niveau.

Cet accident est le dernier en date d'une longue série en Grande-Bretagne, les trains britanniques présentant un triste bilan en matière de performances et de sécurité.

Agence France-Presse

## L'OMS n'atteindra pas son objectif en matière de lutte contre le sida pour 2005

HELEN BRANSWELL

Toronto — Un programme ambitieux visant à procurer des médicaments antirétroviraux à trois millions de personnes atteintes du VIH/sida n'atteindra pas son objectif pour 2005, selon toute vraisemblance, a affirmé le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Lee Jong-wook.

Au lancement du programme, à la journée mondiale du sida en décembre 2003, les responsables de l'OMS s'étaient fixé des objectifs titanesques en matière de garanties de financement, de distribution des médicaments et de formation de personnel. Or, au cours d'une visite à Ottawa la semaine dernière, le D<sup>r</sup> Lee a admis que l'échéancier était irréaliste.

«D'abord et avant tout, nous ne pourrions peut-être pas atteindre l'objectif de trois millions d'ici à la fin de l'année prochaine, probablement pas en fait», a-t-il expliqué au cours d'une entrevue à La Presse canadienne.

Le Canada s'avère le principal donateurs pour ce programme, avec un engagement de 100 millions de dollars promis par le premier ministre Paul Martin en mai et dont les premiers versements suivront bientôt. L'ampleur de la contribution canadienne a incité la Grande-Bretagne de même que la Suède à participer à leur tour, a indiqué M. Lee.

«L'engagement canadien pourrait bien être un tournant dans l'histoire du contrôle du VIH/sida», a-t-il commenté.

Le programme en question est un partenariat de l'OMS, du Pro-



Une patiente thaïlandaise tient sa dose quotidienne de médicaments anti-VIH. Au 30 juin, 440 000 personnes avaient reçu des traitements en vertu du programme de l'OMS, indique le premier rapport d'étape. Les responsables s'attendaient plutôt à dépasser les 500 000.

gramme conjoint des Nations unies contre le sida (ONUSIDA), ainsi que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

### Pertinence

Le D<sup>r</sup> Lee a précisé que même si l'échéancier n'était pas respecté, la pertinence du programme demeurerait. Aussi, il ne considère pas ce retard prévisible comme un échec et il espère que les bailleurs de fonds ne le verront pas ainsi non plus.

«Je ne crois pas qu'ils jugeront que nous avons échoué. En collabo-

ration avec d'autres partenaires, nous tenterons d'atteindre notre objectif. Mais si nous n'y arrivons pas, ce n'est pas la fin du monde.»

Selon le patron de l'OMS, les efforts investis dans le programme permettent de rendre les médicaments contre le sida accessibles aux patients des pays pauvres qui n'ont pu bénéficier des plus récentes avancées en matière de traitement dans les pays industrialisés. Grâce à ces nouveaux traitements, le sida est pratiquement passé du statut de maladie mortelle à celui de maladie chronique.

Les estimations chiffrées à six

millions le nombre de personnes aux prises avec le VIH/sida qui requièrent des médicaments antirétroviraux. Le programme vise à satisfaire aux besoins de la moitié d'entre eux. «C'est donc très, très ambitieux, a reconnu le D<sup>r</sup> Lee. Mais cela ne paraît pas ambitieux que parce que presque rien n'a été fait dans ce domaine.»

Au 30 juin, 440 000 personnes avaient reçu des traitements en vertu du programme, indique le premier rapport d'étape. Les responsables s'attendaient plutôt à dépasser les 500 000.

Presse canadienne

## Le câblage électrique du Chicoutimi fera l'objet d'expertises

Halifax — Trois spécialistes des câbles électriques à haute tension ont reçu le mandat d'inspecter le câblage du sous-marin Chicoutimi afin d'examiner différentes hypothèses sur les causes de l'incendie qui a fait un mort le mois dernier à bord du submersible, a indiqué l'armée hier.

L'enquête sur la tragédie, qui a ébranlé le programme de la flotte de sous-marins du Canada, se déroule derrière des portes closes à Halifax.

«Ils sont partis en Écosse où ils examinent le Chicoutimi, a déclaré le lieutenant-commandant Albert Wong. Je ne peux pas en dire plus pour le moment.»

Néanmoins, selon ce qu'a affirmé à la Presse canadienne une source proche de l'enquête, les consultants vont examiner l'isolation électrique sur les câbles qui traversent le sous-marin.

Ils seront à la recherche de signes d'usure ou d'humidité dans le recouvrement qui enveloppe le câblage du bâtiment, lieux de près de 20 ans. «L'état dans lequel se trouve l'isolation sera très significatif», a indiqué la source, ajoutant que

«cela pourrait être déterminant pour prouver ce qui est arrivé».

Selon une hypothèse, une vague aurait fait pénétrer de l'eau salée dans la salle des commandes, immergeant un panneau où s'interconnectaient plusieurs câbles à haute tension situé dans la cabine du capitaine, causant un arc électrique à l'origine de l'incendie. L'isolation des fils devait être mouillée ou usée — peut-être trop vieille — pour produire cet incendie catastrophique.

Des connections à haute tension mal installées ou mal branchées constituent la seconde hypothèse pour expliquer le feu.

Alors qu'il était utilisé par la marine royale britannique, le Chicoutimi, alors baptisé HMS Upholder, était réputé pour ses avaries électriques. Le sous-marin était en rade depuis 10 ans mais le mois dernier, un des responsables du projet de réactivation de trois des sous-marins du Canada a indiqué que le système électrique du Chicoutimi avait été amélioré et que certains panneaux avaient été remplacés.

Presse canadienne

Des caricatures propres... à 2004

**Pour Noël,**

offrez un abonnement au journal

**LE DEVOIR**

à un nouvel abonné\* et recevez GRATUITEMENT le livre de Garnotte, notre caricaturiste!

**GARNOTTE**

POUR COMMANDER :

(514) 985-3355 1 800 463-7559

CETTE OFFRE EST VALABLE POUR LES ABONNEMENTS DE :

13 semaines, du lundi au samedi	78,23 \$ + taxes
26 semaines, du lundi au samedi	130,40 \$ + taxes
52 semaines, du lundi au samedi	217,34 \$ + taxes
52 semaines, le samedi	104,32 \$ + taxes

(ou pour tout abonnement d'une valeur de 50 \$ ou plus avant taxes)

AVANT DE COMMUNIQUER AVEC NOUS, ASSUREZ-VOUS D'AVOIR : l'adresse complète et le numéro de téléphone de la personne à abonner.

L'offre est valable jusqu'au 15 décembre 2004 inclusivement. Quantité de livres limitée. \*Certains conditions s'appliquent.

**LE DEVOIR**  
www.ledevoir.com

Un peu de sang neuf dans le système!

**LE POINT**

EN ADMINISTRATION DE LA SANTÉ

Volume 1, numéro 1 • Janvier 2005

- Une toute nouvelle revue faite par et pour les cadres et professionnels du réseau de la santé et des services sociaux
- Notre objectif ? L'enrichissement des compétences et l'épanouissement professionnel des intervenants, dans le but d'améliorer les services
- Sortie début janvier 2005. Le premier grand thème abordé :

**Survivre et sourire à la réforme**

Réservez votre exemplaire dès maintenant!  
1-888-832-3031 postes, 240, 237, 230

## LE MONDE

Le borbier ivoirien

## Le calme revient timidement à Abidjan

Paris présente un projet de résolution au Conseil de sécurité de l'ONU

Abidjan — Le calme commençait à revenir hier soir à Abidjan, après une deuxième journée de pillages et de violences anti-françaises, alors que Paris a renforcé son dispositif militaire dans la capitale économique ivoirienne, portant à plus de 5000 ses soldats en Côte d'Ivoire.

Pendant ce temps, la France a proposé tard hier soir à ses partenaires du Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution sur la Côte d'Ivoire prévoyant un embargo sur les armes, ainsi qu'un gel des avoirs et une interdiction de voyager pour les personnes jugées responsables du blocage du processus de paix, a-t-on appris hier à l'ONU.

Cette initiative fait suite à la soudaine aggravation de la situation en Côte d'Ivoire, où neuf soldats français et ont été tués et 34 blessés dans des bombardements gouvernementaux à Bouaké, entraînant une riposte des forces françaises suivie d'accrochages avec l'armée ivoirienne et de violences anti-françaises à Abidjan. Un civil américain a aussi été tué à Bouaké.

Au Plateau, quartier des affaires d'Abidjan, les gendarmes ivoiriens se sont déployés pour assurer la sécurité autour de plusieurs magasins cibles des pillards.

Dans le quartier populaire de Treichville, la plupart des barrages érigés par les manifestants anti-français ont été levés et la circulation automobile a repris timidement.

Les pillages s'étaient poursuivis hier matin dans de nombreux quartiers, mais ont diminué dans l'après-midi avec le début du déploiement des forces françaises et des gendarmes ivoiriens, qui tiraient parfois des coups de semon-



Manifestants pro-gouvernementaux à Abidjan, la capitale commerciale de la Côte d'Ivoire.

THIERRY GOUIGNON REUTERS

ce pour dissuader les pillards. La situation est «maîtrisée, mais demeure tendue, il ne faut pas se le cacher», a déclaré le ministre française de la Défense, Michèle Alliot-Marie.

Paris n'envisageait toujours pas dans l'immédiat «d'évacuation» de

ses ressortissants, a affirmé hier soir le ministre français des Affaires étrangères Michel Barnier.

«La priorité est d'appeler au calme et à la raison», a-t-il déclaré, soulignant que les accords de paix inter-ivoiriens de Marcous-

sis, signés en janvier 2003 près de Paris, étaient «la seule solution à la violence».

Les 300 premiers renforts annoncés par Paris (600 hommes prévus au total) sont arrivés dans la journée à Abidjan en pro-

venance du Gabon et plusieurs centaines de soldats français se sont déployés en ville.

Quelque 700 expatriés étaient regroupés hier soir au camp de l'armée française à Abidjan, selon le colonel Henri Aussavy, porte-paro-

le de Licorne, qui a précisé que les militaires français contrôlaient les ponts sur la lagune et la partie de la ville située au sud, entre ces ponts et l'aéroport. La communauté européenne vivait toujours dans la peur. «Beaucoup de Français ont évacué leurs maisons. Ils se sont regroupés et sont armés jusqu'aux dents», a déclaré l'un d'eux à l'AFP.

La France «défend l'État de droit» en Côte d'Ivoire, a assuré dimanche le Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin. Paris ne veut pas «déstabiliser» le pays, a renchéri M. Barnier.

Le pouvoir ivoirien a relancé le conflit jeudi en bombardant les zones rebelles. Ses partisans ont violemment réagi à la riposte française, qui avait conduit à la destruction de l'aviation ivoirienne.

Dans la nuit de samedi à hier, des manifestants, encouragés par les «jeunes patriotes», véritable milice du pouvoir, ont tenté de «reprendre» l'aéroport, contrôlé depuis la veille par les militaires français.

Selon la radio officielle ivoirienne, trois manifestants ont été tués depuis samedi soir et 78 civils blessés ont été pris en charge durant la nuit à l'hôpital de Treichville, selon Médecins sans frontières (MSF).

Le chef d'état-major français, le général Henri Bentégeat a reconnu hier que les militaires français avaient pu «blesser ou tuer quelques personnes», a de son côté multiplié les déclarations belliqueuses. Le président de l'Assemblée nationale Mamadou Koulibaly a accusé la France, ancienne puissance coloniale, «d'occuper» son pays et a promis un «Vietnam» au président français Jacques Chirac, qu'il a accusé «d'avoir armé les rebelles».

Agence France-Presse

«Le cerveau de Bush» et la victoire de son président

## Karl Rove exulte

GERSENDE RAMBOURG

Washington — Stratège de la réélection du président Bush qui agit ordinairement en coulisses, Karl Rove a savouré sa victoire au grand jour hier dans les médias américains.

Sourire aux lèvres, front dégarni et petites lunettes, M. Rove a fait preuve d'ubiquité en apparaissant dans plusieurs des émissions politiques, revenant sur les raisons de la victoire de son patron.

Interrogé sur NBC sur des commentaires de rivaux démocrates échafaudant des hypothèses sur ce qui aurait pu faire basculer l'élection vers leur camp, M. Rove n'a pas boudé son plaisir: «Oui enfin, si seulement, si seulement, si seulement...»

«Vous êtes aujourd'hui le chou-chou en ville [à Washington], mais tout le monde ne chante pas vos louanges», a lancé le présentateur de Fox, l'interrogeant sur des critiques de démocrates l'accusant d'avoir mené une campagne basée sur la peur. «Écoutez, ce genre de choses a lieu après chaque élection. Ils ont droit à une période pour geindre et pleurnicher, mais il ne s'agit pas de cela dans cette élection», a-t-il répondu.

La plus grande satisfaction de celui qui est surnommé «le cerveau de Bush» ou «le petit génie» est d'être parvenu à une victoire nette. «Ce pays était clairement divisé en 2000 [...] Il a glissé vers une majorité républicaine, cette élection l'a confirmé», s'est-il félicité. Le président Bush a remercié son gourou politique d'avoir été «l'architecte» de la victoire, au lendemain du scrutin. Et M. Rove n'a pas caché son ambition d'assurer une majorité aux républicains pour longtemps.

«Il n'y a pas de majorités permanentes en politique américaine. Elles durent 20, 30 ou 40 ans [...] avant de disparaître. Est-ce que je veux que le Parti républicain soit le parti dominant pendant la période que l'histoire voudra

Sa plus grande satisfaction est d'être parvenu à une victoire nette

bien nous accorder? Bien sûr», a-t-il affirmé sur NBC. Le deuxième mandat comme le premier devra refléter «sagesse, patience et humilité [...] car les Dieux détruisent ceux qu'ils ont fabriqués», s'est-il empressé d'ajouter.

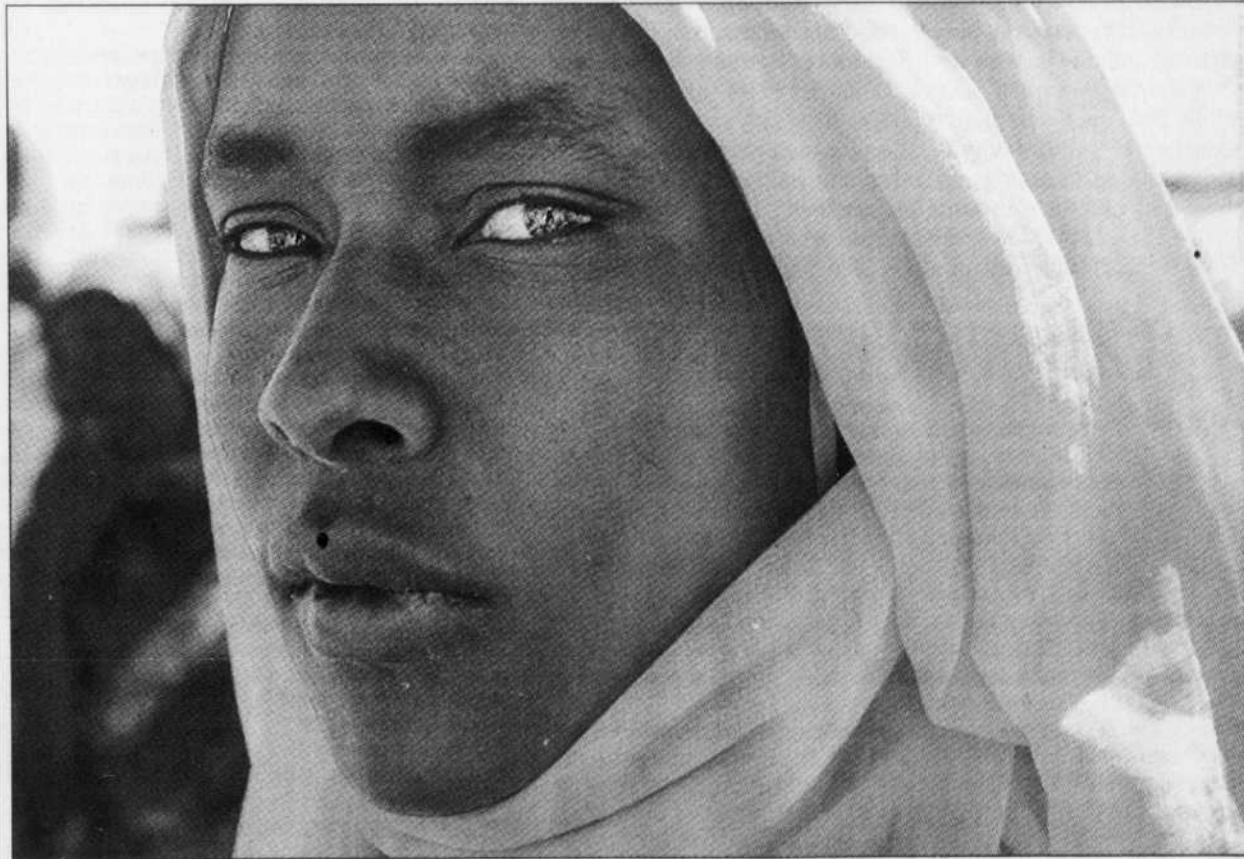
Revenant sur quelques moments clés de la campagne, il a remercié M. Kerry d'avoir donné à ses adversaires la désormais célèbre déclaration selon laquelle il avait voté en faveur d'une enveloppe budgétaire pour la guerre en Irak avant de s'y opposer. «C'est le genre de cadeau qui dure longtemps», s'est-il régalé sur Fox.

Interrogé sur le premier débat entre les deux candidats, il a accusé les commentateurs dans les médias d'avoir donné fausement l'impression que M. Bush l'avait perdu. «Vous allez nous le reprocher à nous?», demande le journaliste. «Vous êtes les boucs émissaires parfaits», sourit M. Rove. Le jour du scrutin, M. Rove a confié s'être senti «presque physiquement malade» en regardant les premiers sondages sortie des urnes qui donnaient M. Kerry largement gagnant.

«Ça m'a rendu malade, mais en les regardant de plus près, cela m'a mis en colère, car ils ne pouvaient pas être justes.» Alors que de nombreux Américains ont confié avoir principalement voté pour M. Bush en raison de ses valeurs morales, M. Rove a soigneusement écarté toute insinuation selon laquelle le président serait désormais «endetté» auprès des chrétiens fondamentalistes, sur des questions comme l'avortement ou la nomination de juges conservateurs à la cour Suprême. L'éminence grise du président a notamment souligné que si M. Bush avait obtenu, par rapport à l'élection 2000, davantage de voix auprès d'Américains déclarant aller à la messe une ou plusieurs fois par semaine, il avait également réussi à récolter plus de voix auprès d'autres groupes, comme les femmes, les latinos ou les retraités.

Agence France-Presse

Des yeux qui observent



FINBARR O'REILLY REUTERS

LES DÉPLACÉS DU DARFOUR sont menacés, humiliés et terrifiés, a affirmé hier l'actrice Mia Farrow, qui a entamé samedi une visite dans cette région de l'ouest du Soudan en sa qualité d'ambassadrice de l'Unicef. «Quelque chose doit être fait immédiatement pour les protéger», a dit à la presse Mia Farrow, en visite dans cette région en proie à une grave crise humanitaire pour le compte de l'Organisation des Nations Unies pour l'enfance (Unicef). Mia Farrow, connue notamment comme colauréate du Golden Globe avec Woody Allen pour son rôle dans Alice (1990), a visité hier le camp d'Abou Chouk (photo), le plus grand camp de déplacés de la région d'El Fasher, capitale de l'État du Darfour Nord, où de nombreux enfants souffrent de malnutrition. Le Soudan est sous le coup d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies lui demandant de désarmer ces milices au risque de sanctions internationales. Selon l'ONU cette région est désormais le théâtre de la pire crise humanitaire en cours sur la planète, avec 1,5 million de personnes ayant dû fuir leur foyer.

Programme nucléaire iranien

## Accord conditionnel avec Téhéran

Téhéran — L'Iran et la «troïka» européenne sont parvenus à un accord conditionnel sur le programme nucléaire controversé suivi par Téhéran, a-t-on appris hier auprès de responsables iraniens et de diplomates européens.

La mise en œuvre de cet accord, conclu samedi soir à l'issue de deux jours de négociations à Paris, n'attend plus que le feu vert des autorités religieuses iraniennes, a déclaré à Reuters un diplomate européen sous le sceau de l'anonymat.

Aux termes de cet accord avec l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, l'Iran gèlera toutes ses activités d'enrichissement et de retraitement de combustible nucléaire jusqu'à la conclusion d'un accord final avec l'Union européenne portant sur une série de mesures incitatives dans les domaines économique, technolo-

gique et de sécurité en échange d'un abandon par Téhéran de toute activité nucléaire potentiellement militaire, a-t-on précisé de sources diplomatiques.

«Le calendrier [de la suspension des activités d'enrichissement] sera fourni par le rythme des négociations sur l'accord général», a déclaré un diplomate européen.

Allemagne, France et Grande-Bretagne tentent de parvenir à un accord avec l'Iran afin que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ne transmette pas le dossier iranien au Conseil de sécurité de l'Onu en vue d'éventuelles sanctions.

Les Etats-Unis accusent l'Iran de chercher à se doter de la bombe atomique et souhaitent la saisine du Conseil de sécurité. La République islamique dément ces

accusations et affirme que son programme nucléaire est purement pacifique.

Les trois pays européens ont demandé à l'Iran de geler ses activités d'enrichissement d'uranium — un processus qui peut servir à fabriquer du combustible pour les centrales nucléaires, mais aussi la matière première nécessaire à l'élaboration de bombes atomiques — avant la réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA du 25 novembre. «Les négociations ont été très difficiles et compliquées, mais nous avons trouvé un accord préliminaire», a déclaré Hossein Mousavian, chef de la délégation iranienne envoyée à Paris. «Il s'agit d'une structure qui intègre les points de vue de toutes les parties.»

Reuters

EN BREF

## Manifestation à Paris contre le racisme

Paris — Plusieurs milliers de personnes ont manifesté hier à Paris contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations, un cortège boycotté par plusieurs organisations antiracistes en raison de la présence de mouvements considérés comme islamistes. Le cortège parti de la place de la République devant rallier la place de la Nation. «Vivre ensemble, libres, égaux et solidaires», pouvait-on lire sur la banderole de tête de cortège, derrière laquelle étaient regroupés plusieurs personnalités du monde syndical et associatif, parmi lesquelles les secrétaires généraux de la CGT et de la CFDT, Bernard Thibault et François Chérèque, le président du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié

entre les peuples (MRAP), Mouloud Aounit, et le président de la Ligue des droits de l'Homme, Michel Tubiana. Des représentants des Verts, comme Yves Contassot, s'étaient aussi joints à la manifestation, aux côtés du porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, Alain Krivine, de la dirigeante de Lutte Ouvrière Arlette Laguiller. Cette manifestation était boycottée par plusieurs mouvements, dont SOS-Racisme, le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crijf), l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA). Ils dénoncent notamment la présence parmi les signataires de l'appel à manifester de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), dont le centre Simon Wiesenthal a demandé le «démantèlement» au ministère français de l'Intérieur. — Reuters

## É D I T O R I A L

## Une loi martiale pour des élections

Le premier ministre irakien Iyad Allaoui vient d'imposer la loi martiale. La justification employée par les autorités tient en un mot: les élections. Tant à Bagdad qu'à Washington, on craint que l'absence de sécurité n'oblige un report de ce rendez-vous électoral.

La résistance des deux mille partisans d'Abou Moussab al-Zarqawi regroupés à Fallouja empoisonne bien évidemment le duo que forment le gouvernement provisoire et les forces de la coalition. Pour les raisons militaires que l'on devine, mais également, voire surtout, pour des raisons politiques. Il se trouve en effet que les insurgés de Fallouja et d'ailleurs sont d'abord et avant tout des sunnites. En tant que tels, ils sont destinés, si l'on peut dire, à être les grands perdants des élections de janvier prochain.

Contrairement aux Kurdes et aux chiïtes, les sunnites n'ont pas de formations politiques. Ils ne disposent pas de représentations dignes de ce nom. On notera au passage que les Kurdes ont mis à profit l'autonomie relative dont ils ont bénéficié pendant une douzaine d'années pour mettre sur pied des partis que l'on dit être les plus efficaces du pays. Résultat? L'état d'urgence décrété hier ne s'étend pas aux provinces du Kurdistan irakien. De fait, la tranquillité dont ils vont bénéficier leur permettra, assurent les observateurs, d'être fin prêts pour le début de la campagne prévu pour la mi-décembre.

Du côté des chiïtes qui composent 60% de la population irakienne, l'apprentissage de mécanismes politiques inhérents à une élection générale va bon train depuis que Moqtada al-Sadr a adopté un profil bas. Dans leur cas, on avance ceci: ils vont récolter la majorité des sièges de la future assemblée législative. Ils seront donc en mesure d'imprimer dans la constitution qui doit être rédigée d'ici août 2005 les marques qu'ils souhaitent.

Pire, pour les sunnites s'entend, les chiïtes sont pratiquement certains de gagner l'élection générale de décembre 2005. On se souviendra que l'assemblée issue du rendez-vous de janvier sera provisoire. Son principal mandat consiste, on le rappelle, à rédiger une constitution qui sera l'objet d'un référendum en octobre 2005. Quoi qu'il en soit, le tableau devrait être le suivant: le pouvoir central est à portée de mains chiïtes; les Kurdes conserveront leur autonomie pour des années.

C'est peut-être à cause de ces paramètres que les sunnites ont opté pour la lutte armée. L'idée que des chiïtes, qu'ils considèrent comme des apostats, gouvernent leur destinée les insupporte. À un point tel que c'est à se demander, ainsi qu'on l'avance de plus en plus fréquemment, si leur action présente n'est pas articulée en fonction d'une guerre civile à venir. À moins d'une pacification rapide et généralisée, les sunnites sont en tout cas en mesure de faire éclater le calendrier politique établi dans la résolution 1546 de l'ONU.

Selon les obligations inscrites dans le texte onusien, les forces de la coalition devraient plier bagage au lendemain de l'élection générale qui doit se tenir le 15 décembre prochain. À condition, c'est à souligner, que l'élection de janvier 2004 soit bel et bien tenue. Si le gouvernement d'Allaoui n'est pas en mesure de sécuriser le triangle sunnite, et Fallouja en particulier, il ne pourra éviter un report de rendez-vous politique. Ce que cherchent à obtenir, on s'en doute, les sunnites.

Cela étant, l'évolution de la situation est si cahoteuse qu'on peut d'ores et déjà remettre en question la crédibilité de ces élections.

## Un projet abusif

On a beaucoup parlé du projet de loi 61 créant l'Agence de PPP, mais beaucoup moins du projet 62 qui confie plusieurs nouvelles compétences aux municipalités, notamment en matière de PPP, d'environnement et même d'énergie. Pourtant, s'il était adopté dans sa forme actuelle, ce projet constituerait une forme d'abandon grave de responsabilités de la part du gouvernement du Québec.

Le projet étant de type omnibus, nous nous contenterons de soulever quelques points qui mériteraient ce débat public qui n'aura jamais lieu puisque les municipalités sont bien d'accord pour acquiescer ces pouvoirs.

■ Si l'on se fie au texte, désormais les municipalités pourraient, seules, en partenariat avec Hydro-Québec ou une entreprise privée, produire de l'énergie et en régir l'utilisation. Cette énergie pourrait provenir d'un dépôt, d'un incinérateur ou mieux, d'une centrale hydroélectrique d'au plus 50 MW (l'équivalent de la centrale de Rivière-des-Prairies). Quelle belle façon de briser l'opposition des élus locaux, voire de les encourager à développer de tels projets sur les rivières du coin!

■ Un autre changement autoriserait les municipalités à «adopter des règlements en matière d'environnement». Lesquels? On n'en sait rien. Pourquoi une telle imprécision qui laisse place à un véritable damier de règles au Québec?

■ Au même chapitre, on autorise les villes à confier à une «fiducie d'utilité sociale» la réalisation de travaux de décontamination des sols. Va pour la vertu. Mais qui sont les propriétaires de ces terrains dont la décontamination sera effectuée par une fiducie publique? Qui, sinon des copains entrepreneurs qui viennent de trouver là un moyen de transformer un passif en actif aux frais des contribuables.

■ En matière de PPP, le projet permet aux villes de signer des contrats exclusifs de construction et d'exploitation d'ouvrages divers (réseaux d'aqueduc et d'égout, travaux d'alimentation en eau ou d'assainissement) d'une durée maximum de 25 ans. Six élections auront eu lieu avant que le contrat ne se termine...

■ Autre changement, et non des moindres: les MRC acquièrent le droit d'effectuer des travaux sur tous les cours d'eau, même les rivières, à des fins de protection, de contrôle des inondations, d'irrigation, de régularisation du niveau des eaux et «d'accès au milieu aquatique». En d'autres mots, au lieu de protéger l'état naturel des cours d'eau et d'inciter les gens à éviter ou à quitter les zones inondables, voilà qu'on se prépare à donner aux MRC le droit d'intervenir à leur guise sur tous les cours d'eau du Québec. Attention poissons, les motomarines arrivent!

À moins d'une mauvaise interprétation de ce projet pour lequel Québec n'a pas jugé utile de tenir des consultations publiques, il ne fait pas de doute que les prochaines années seront marquées par un abandon dramatique de responsabilités de la part du gouvernement du Québec au profit d'élus locaux dont les entrepreneurs de tout acabit, pots-de-ven aidant, ne feront qu'une bouchée.

jeanrobert@ledevoir.com



Serge Truffaut



## L E T T R E S

## Triste élection

La victoire éclatante de George W. Bush la semaine dernière laisse place à d'importants questionnements au sujet de la perception des électeurs. Plus précisément, on est en droit de se demander comment une majorité d'Américains ont pu passer outre certains mensonges à peine discutables.

Entre autres, on aurait pu s'attendre à ce qu'une majorité d'électeurs fasse payer l'administration Bush au sujet des prétendues armes de destruction massive (ADM). Rappelons que c'était à l'origine LA justification de l'invasion «préventive» américaine. Or on n'a jamais rien trouvé en Irak. Toutes les inspections confirmèrent éloquentement cette situation. Le plus ironique est que, au même moment, la Corée du nord procédait réellement à des essais d'armes nucléaires...

Alors, comment expliquer que tant d'Américains puissent passer outre une telle supercherie? Difficile. Certains Américains vivant au Canada ont émis l'hypothèse que leurs semblables étaient très mal informés. Néanmoins, cet argument est faible. Même en admettant que la qualité de l'information puisse avoir été un peu moindre aux États-Unis, les faits demeurent incontestables. L'administration Bush n'a jamais pu arrêter Ben Laden comme promis, elle n'a pas trouvé d'ADM et elle n'a pu établir de lien concret entre le 11 septembre et l'Irak. Zéro sur toute la ligne.

La démocratie n'est pas un système parfait, mais elle a ses vertus. Entre autres, elle permet à la population de changer le gouvernement si elle juge ce dernier indigne de cette fonction. Par conséquent, les électeurs avaient le devoir cette semaine de faire payer les républicains pour leurs mensonges. Or, les Américains ont complètement manqué le rendez-vous. Cet événement restera marqué à l'histoire comme étant un des épisodes les plus sombres du système démocratique. Bref, une guerre a été déclenchée sous de faux prétextes, et le tout vient d'être cautionné par vote. Gênant et injustifiable.

**Benoît Gagnon**  
CLD de Lajemmerais  
Novembre 2004

## L'intégrisme des autres

Jusqu'en 1946, l'Empereur du Japon était Dieu. Descendant du dieu-soleil, il accomplissait les rites, dans les trois sanctuaires de son palais, en l'honneur du dieu-soleil, des ancêtres de la famille impériale et des dieux célestes et terrestres. Les Japonais étaient encouragés par l'État à vénérer l'Empereur-dieu auquel ils devaient une totale soumission. Mais le Japon a beaucoup changé depuis.

Il y a aussi Elisabeth II, qui cumule à la fois les fonctions de reine d'Angleterre et de chef de l'Église protestante de son pays. Mais cela demeure symbolique et sans conséquence sur les affaires de l'État.

Par contre, depuis bientôt trois siècles et demi, les rois du Maroc sont issus de la dynastie alaouite, que la tradition présente comme descendant en ligne directe du Prophète Mahomet. Et encore aujourd'hui au Maroc, c'est du sérieux. Et que dire de l'establishment religieux en Iran et de quelques autres. Puis enfin, le monde a maintenant son George W. Bush, réélu à la tête de la première puissance mondiale grâce à la forte mobilisation de base religieuse conservatrice. 78% des partisans du président étasunien ont cité les valeurs morales comme la principale motivation ayant déterminé leur vote, contre seulement 19% des électeurs de John Kerry. M. Bush régnera sans partage sur le Sénat et la Chambre des représentants. Les couples homosexuels, les pro-choix en matière d'avortement de même que les partisans du contrôle des armes à feu et du multilatéralisme peuvent se le tenir pour dit.

Comme quoi, 11 septembre ou pas, beaucoup de nos voisins du Sud sont passés maîtres dans l'art de critiquer l'intégrisme rétrograde des autres sans porter la moindre attention au leur.

**Christian Gagnon**  
Montréal, 3 novembre 2004

## Une province dogmatique?

Depuis quelques semaines, nous voyons, entendons et tentons (tant bien que mal) d'ingérer puis de digérer toute l'information venant de nos voisins états-unisens servie quasi quotidienne-

ment par nos médias. Le monde entier risque de subir les aspirations d'une équipe qui, nous l'avons vu, peut faire manger sa propre salade au monde entier et comme bon lui semble.

Personnellement, je regrette et trouve même dommageable, voire dommageable, le manque de rigueur quand la saveur du plat tourne au «religieux». Le ton de bien des analystes, chroniqueurs ou journalistes change subitement. On hume clairement à la fois dans le verbal et le non-verbal, que ce soit de façon directe ou en y mettant abondamment de sauce «politically correct», un préjugé coriace pour le moins difficile à avaler lorsque les médias nous retournent certaines citations, actions ou décisions venant de nos voisins. Croyez-moi, souvent les propos venant du sud me font avaler de travers, mais tout autant les préjugés qui se véhiculent chez nous.

Sans doutes les épicés catholiques du siècle dernier ont laissé un goût amer à notre génération. Les abus de toutes sortes ont fait mettre une croix sur le christianisme de bien des gens, et ce, à un tel point qu'aujourd'hui la moindre «odeur» chrétienne provoque un haut-le-cœur. Toutefois, le menu chrétien d'origine est composé d'une recherche de pureté dépassant celle de Bouddha, d'une non-violence bien supérieure à tous les Gandhi de la terre, et d'un amour si grand que toute guerre devient condamnable. Malheureusement, bien des «serveurs» se disant inspirés par Dieu semblent se prendre justement pour Lui, le cuisinier, en apprêtant le christianisme avec des additifs qui en font un prêt-à-manger insipide, pour ne pas dire infect, bien loin de l'enseignement de son Fondateur.

Notre peur de répéter le passé nous pousse à l'ignorance, voire à une forme de dogmatisme «anti-christianisme». Et j'entends dans les médias ce discours extrémiste de la bouche même de ceux qui s'y opposent. Une intolérance vibrante sous le couvert de l'objectivité...

Il faudrait faire attention: ni Bush ni les États-Unis ne représentent le christianisme. Il ne faudrait pas tomber dans le piège de condamner bêtement le cuisinier parce qu'on n'aime pas le serveur!!

**Michel Vincent**  
Pasteur  
Église Baptiste-évangélique Laval-Est  
Laval, 3 novembre 2004

## L I B R E O P I N I O N

## Arafat: la mort comme métaphore

ABDELKRIM DEBBIH

Journaliste  
Points Chauds  
Télé-Québec

Tous les hommes sont mortels, mais toutes les morts ne se ressemblent pas, disait Mao Tsé Tung. Cela est d'autant plus vrai dans le cas du dirigeant palestinien Yasser Arafat.

Vu le contexte politique palestinien, la disparition de Yasser Arafat laisse aux populations, aux factions palestiniennes et à la communauté internationale de nombreuses questions en suspens sur l'avenir d'un conflit qui dure depuis plus de 50 ans.

Les efforts d'Israël pour faire le vide dans les territoires palestiniens avant de reprendre toute négociation ne risquent-ils pas de se retourner contre lui et le mettre désormais face à une seule vérité. Celle de l'occupation et non plus celle qui consiste à se voiler la face de quarts de mensonges et de demi-vérités en voulant faire croire au monde que Yasser Arafat soutient le terrorisme? La réoccupation militaire des territoires et la destruction systématique des infrastructures politiques palestiniennes qui émergeaient péniblement avaient pour seul motif de reporter à plus tard si ce n'est à jamais, la douloureuse question du partage de la terre, de la création d'un État palestinien dans toute sa souveraineté, et le retour des réfugiés comme le prévoit le droit international.

Il y a longtemps déjà que Yasser Arafat a opté

pour la reconnaissance de l'État d'Israël, l'abandon de 78% du territoire de la Palestine, renoncé à l'action armée et accepté, enfin, d'ultimes concessions pour préserver l'intégrité des colonies juives en Cisjordanie. Aucune de ces concessions n'a été appréciée à sa juste mesure, ce qui aurait permis aux Israéliens de libérer les Palestiniens et se libérer eux-mêmes de ce poids insupportable de l'occupation.

Pour un État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale, Yasser Arafat a consenti à toutes les exigences possibles, au péril de sa vie et au risque d'une guerre civile. Ses concessions n'ont obtenu aucune contrepartie de la part d'Israël qui, de surcroît, continue de grignoter des territoires et de resserrer son étau militaire sur une population impuissante qui crie sa colère sur ce qu'elle considère désormais comme un marché de dupes.

En retour, Arafat n'a obtenu aucune garantie aux revendications palestiniennes. Aucune concession sinon cette persistance calculée à faire en sorte que le chef palestinien intègre sa stratégie, sa politique, ses institutions, ses troupes et ses idéaux au seul service de la sécurité israélienne et qu'il transforme les hommes et les femmes palestiniennes en missionnaires caritatifs. En somme, on exige qu'il transforme «ses compatriotes en Suédois» comme l'a écrit quelqu'un quelque part, pour que ceux-ci puissent ensuite espérer acquiescer le droit de devenir des Palestiniens. Le refus d'Arafat de collaborer à un tel projet a vite fait de lui, aux yeux des dirigeants israéliens de droite comme de gauche,

«un terroriste». Par la menace et le confinement, les dirigeants israéliens voulaient contraindre le chef palestinien à une abdication qui ferait place à une «direction pragmatique» susceptible d'approuver au nom des Palestiniens toutes les compromissions et toutes les redditions. En vain.

Aujourd'hui, aux yeux des siens, l'homme disparaît dans la gloire. Sa cause reste intacte. Et ceux qui connaissent autant la tragédie que l'histoire peuvent dire que la gloire n'a pas besoin d'être parée de victoire. Et pour reprendre une formule de Mahmoud Darwish, chanteur de l'exil palestinien et ami de Yasser Arafat, osons approuver ce passage qui dit: «Je suis résolument du camp des perdants. Les perdants qui ont été privés de leur droit de laisser quelque trace de leur défaite, privés du droit de la proclamer. J'incline à dire cette défaite; mais il ne s'agit pas de reddition.» (Mahmoud Darwish, *La Palestine comme métaphore*, Ed Babel, 1997)

La disparition de Yasser Arafat place Israël dans une délicate posture.

«L'obstacle à la paix» levé, Israël doit désormais, réfléchir pour savoir quels chemins emprunter cette fois et avec quels hommes, pour faire la paix aux conditions de l'adversaire, puisque les leurs n'ont pu trouver preneurs. Miser sur une probable guerre civile qui enflammerait un peu plus les territoires palestiniens ou sur l'inconditionnel appui de George W. Bush reconduit au pouvoir sur son credo du «tout sécuritaire», n'y changera rien à la réalité d'une question qui attend sa juste solution avec ou sans Yasser Arafat.

## IDÉES

LA PRÉSIDENTIELLE DE 2004

Un résultat serré  
qui en annonce d'autres?

RICHARD NADEAU

Professeur de science politique et directeur de recherche (opinion publique et processus démocratiques) à la Chaire d'études politiques et économiques américaines de l'Université de Montréal

PIERRE MARTIN

Professeur de science politique et directeur de la Chaire d'études politiques et économiques américaines de l'Université de Montréal

**L**es Américains viennent de vivre deux élections serrées de suite. Certes, l'écart entre les candidats a été un peu plus grand cette fois-ci. Mais il n'en demeure pas moins qu'un glissement d'un peu plus de 100 000 voix dans un état, l'Ohio, aurait pu mener John Kerry à la Maison-Blanche. Comment expliquer cette situation inédite dans l'histoire récente des États-Unis? Comment expliquer que les deux dernières élections aient été aussi contestées et que l'écart entre les candidats des deux grands partis ait si peu changé en quatre ans?

À notre avis, si la réélection de George W. Bush n'est pas vraiment surprenante, compte tenu du passé électoral américain, les scores serrés des élections présidentielles de 2000 et 2004 annoncent peut-être une situation nouvelle: celle d'une Amérique divisée en deux blocs électoraux de plus en plus stables et de force à peu près égales. Il faudra donc peut-être s'habituer à la suspense des élections présidentielles.

## La victoire de Bush est-elle vraiment surprenante?

Les Américains ont privilégié dans le passé la stabilité des administrations présidentielles. Après avoir confié la direction de leur pays pendant 20 ans aux démocrates (de 1932 à 1952), ils ont ensuite maintenu le même parti en place à la Maison-Blanche pour au moins huit ans (administrations républicaines: 1952-1960, 1968-1976, 1980-1992, 2000-2008; administrations démocrates: 1960-1968, 1992-2000), à la seule exception du démocrate Jimmy Carter, battu en 1980 par Ronald Reagan après un seul mandat. Dans ce contexte, c'est plutôt la défaite de George W. Bush que sa réélection qui aurait constitué une surprise.

Est-ce qu'une meilleure campagne de Kerry aurait pu changer les choses? La chose ne paraît pas évidente. Certes, la campagne du candidat démocrate a été du temps à prendre son envol. Mais à peu près tous s'entendent pour reconnaître qu'il a gagné les trois débats et dominé la course dans la dernière ligne droite.

D'autres affirment que John Kerry aurait dû faire davantage porter l'élection sur les enjeux intérieurs. On évoque à cet égard la stratégie victorieuse de Bill Clinton en 1992, qui avait fait de l'économie son cheval de bataille et avait réussi à orienter l'élection sur les enjeux nationaux. On peut être sceptique. Le contexte dans lequel Kerry a mené sa campagne n'était pas celui de 1992: les républicains étaient au pouvoir depuis seulement quatre ans (et non douze) et il était beaucoup plus difficile de ramener l'attention sur les questions internes dans un pays en guerre qui ressent encore le traumatisme du 11 septembre.

## Sévère défaite pour les démocrates?

Certains commentateurs ont parlé d'une très dure défaite pour les démocrates et ont vu dans le blanchissement républicain dans le Sud américain une évolution à long terme qui allait leur fermer pour longtemps les portes de la Maison-Blanche.

Ces interprétations sont exagérées. Les démocrates ont obtenu plus de voix que les républicains au cours de trois des quatre dernières élections (1992, 1996 et 2000) et l'écart de trois points de pourcentage observé en 2004 (51 à 48 %) ne rappelle en rien les dures dé-



MANNIE GARCIA REUTERS

Certains commentateurs ont parlé d'une très dure défaite pour les démocrates et ont vu dans le blanchissement républicain dans le Sud américain une évolution à long terme qui allait leur fermer pour longtemps les portes de la Maison-Blanche. Cela est exagéré

faites de ce parti durant les années 1980.

Il est vrai que les républicains dominent maintenant entièrement le Sud et une bonne partie de l'Ouest. Mais les démocrates ont aussi leurs bastions en Nouvelle-Angleterre et sur la Côte Ouest. Cette géographie du vote confère aux Républicains un certain avantage de départ, mais celui-ci est loin d'être insurmontable. Elle met en relief l'importance électorale d'un petit nombre d'états (Michigan, Wisconsin, Pennsylvanie, Minnesota, Iowa et Ohio), modérés au plan idéologique et vivant avec difficulté leur transition vers la nouvelle économie.

Les démocrates ont l'avantage mais ne dominent pas entièrement cette région, ayant remporté dans cinq de ces états en 2000 et dans quatre d'entre eux en 2004. Mais l'Ohio leur a échappé de justesse dans les deux cas, et cela leur a coûté la victoire. Il n'est pas interdit de croire que l'Ohio sera encore à surveiller dans quatre ans.

## Une poussée conservatrice?

Certains ont vu dans le résultat de l'élection une poussée conservatrice chez nos voisins du sud. L'argument ne résiste pas à l'analyse. Les Américains ne sont pas plus conservateurs maintenant qu'il y a quatre ou huit ans. Ils le sont même moins à bien des égards qu'il y a quelques décennies.

Le changement se situe ailleurs et découle de la

polarisation idéologique accrue des choix électoraux. L'idéologie et les valeurs religieuses sont plus étroitement liées qu'auparavant aux choix électoraux. L'élection de 2004 a confirmé en ce sens une tendance déjà bien ancrée.

Le champ de bataille des prochaines campagnes sera limité sur le plan géographique et idéologique. Géographiquement, il se situera encore dans une dizaine d'états clés parmi ceux qui ont mobilisé l'attention cette année. Idéologiquement, la bataille sera menée chez ceux — qui risquent d'être moins nombreux qu'avant — dont le choix ne sera pas dicté par leurs valeurs ou leurs orientations idéologiques. En 2004, les enjeux liés au terrorisme et à la sécurité sont venus brouiller les cartes sur le terrain idéologique étroit des électeurs modérés. Dans un contexte autre, il n'est pas clair que cette portion de l'électorat aurait nécessairement jeté son dévolu de nouveau sur George W. Bush.

On peut donc prédire des batailles rangées qui devraient encore produire des résultats serrés et à l'issue incertaine. Il faudra sans doute prendre l'habitude de veiller tard le soir des élections présidentielles si l'on veut connaître le gagnant avant d'aller au lit.

■ Site Internet de la Chaire d'études politiques et économiques américaines de l'Université de Montréal: [www.cepea.umontreal.ca](http://www.cepea.umontreal.ca).



Michel Venne

Liberté,  
sécurité, morale

**L**a réélection de George W. Bush n'est pas seulement la victoire d'un homme politique talentueux entouré de génies de la propagande. Le résultat du 2 novembre est une indication supplémentaire du triomphe du conservatisme latent dans les sociétés occidentales et de l'échec de la gauche progressiste à imposer ses thèmes et à s'approprier, tout en les réinterprétant, ceux sur lesquels la droite prétend détenir le monopole.

La droite a su, au cours des vingt dernières années, imposer ses choix et ses dogmes. Mais, en plus, peut-être surtout, elle a su, mieux que la gauche, répondre aux incertitudes et aux demandes de la population en faveur de la sauvegarde de la liberté, d'une nouvelle sécurité et du retour d'une certaine morale.

Ces demandes légitimes provenant des populations surgissent à un moment de l'histoire où les repères fondamentaux comme la tradition, la communauté, la famille ou le travail sont remis en question.

Plusieurs des incertitudes et des insécurités nouvelles sont le produit de l'idéologie de la droite sécuritaire et néolibérale. Paradoxalement, c'est aussi la droite qui propose aux nations les réponses les plus simples qui rassurent à défaut de régler les problèmes. George W. Bush incarne les trois éléments de cette triade simpliste mais sur laquelle repose désormais l'*american dream*: la liberté d'entreprendre du *self made man*, la morale religieuse et hypocrite des chrétiens évangélistes et la sécurité par la force.

Les démocrates ont récolté le 2 novembre un appui substantiel, mais qui ne fut pas suffisant pour renverser la puissance des armées d'électeurs inquiets, mais ainsi rassurés.

Le cas américain n'est pas unique. Les partis sociaux-démocrates d'Europe ont vécu le même traumatisme au cours des dernières années à la suite de revers électoraux en cascade. Le Nouveau Parti démocratique et le Parti québécois traversent la même déprime chez nous. Ils ne parviennent plus à dégager une synthèse progressiste qui répondrait à la fois aux peurs et aux aspirations nouvelles de l'électorat moyen. L'époque est caractérisée par le pluralisme et la diversité des modes de vie. Elle est faite d'insécurité et d'incertitude, en même temps que jamais le monde n'a fait miroiter aux individus des perspectives d'accomplissement aussi étendues.

La mondialisation, par exemple, a créé une demande accrue de protection de la part de ceux qui pensent en être les victimes, en même temps qu'elle a nourri les aspirations légitimes de ceux qui veulent être les bénéficiaires de ce grand mouvement de libéralisation économique et qui refusent de voir leur énergie bridée par le poids de la fiscalité et de la démocratie. Le monde du travail est en mutation. Autant il récompense la créativité et l'innovation, autant il crée une nouvelle insécurité économique que même l'État semble incapable de contrecarrer.

L'idéologie des droits de l'Homme a ouvert de nouveaux champs de liberté pour autant de groupes autrefois brimés. Mais elle a, du même coup, donné naissance à des revendications catégorielles, à de nouveaux groupes d'intérêts, à de nouvelles minorités, à tel point que la majorité a de plus en plus de mal à se reconnaître elle-même dans ses institutions chancelantes comme la famille. L'éthique est en vogue ces jours-ci parce que l'on cherche tous une réponse neuve à une vieille question: quelles sont les normes qui nous rassemblent? Qu'est-ce qui, aujourd'hui, constitue le bien et le mal?

Enfin, la montée du terrorisme international a fini de plonger les populations occidentales dans l'insécurité, source d'une frustration bien légitime: tant de liberté acquise contrainte par la peur et la folie meurtrière.

À ces questions fondamentales, la droite offre des réponses simples. Tandis que la gauche semble mal à l'aise, a de la difficulté à formuler sa doctrine. Qu'est-ce que la liberté version démocrate? Qu'est-ce que la morale version progressiste? Qu'est-ce que la sécurité vue de gauche? Les nuances sont ténues. La Terre des atomes n'est pas encore dessinée.

## Un écho de 2000 et non une transformation radicale

TED MARMOR

Professeur de science politique et de politiques publiques à l'Université Yale; chercheur invité Fulbright à la Chaire d'études politiques et économiques de l'Université de Montréal; boursier Enders à l'Université de Montréal et à McGill

**L**élection présidentielle de 2004 passera à l'histoire comme un écho de celle de 2000 et non comme une transformation profonde de la politique américaine. Bien sûr, la Maison-Blanche proclamera qu'il s'agit d'un «mandat clair» pour tracer une nouvelle voie, mais les résultats ne se prêtent pas à de telles hyperboles. En politique intérieure, on s'attend plutôt à la poursuite des blocages qui immobilisent des dossiers tels la fiscalité, la sécurité sociale et la santé. Loin d'avoir provoqué un déluge républicain au Congrès, l'élection n'a amélioré que marginalement la position du parti majoritaire à la Chambre et au Sénat. Le président tentera certes de laisser une profonde empreinte législative, mais sa capacité de le faire restera limitée.

Les preuves de cet écho se voient dans le rôle décisif qu'a joué l'Ohio cette année, rappelant la controverse de Floride en 2000. Si l'Ohio avait appuyé Kerry — ce que le piètre état de l'économie de l'État en avait amené plusieurs à prédire — le résultat aurait été tout autre. Pourquoi, alors que la carte politique des États-Unis est demeurée semblable à celle de 2000, la participation accrue au vote a-t-elle favorisé Bush? La réponse ne semble pas tenir à l'enthousiasme du public pour la guerre, ni dans un appui à ses politiques sociales ou de santé, encore moins à l'approbation de ses largesses fiscales pour les plus fortunés.

Les positions républicaines qui ont obtenu les plus forts taux d'approbation dans la campagne étaient liées aux «enjeux moraux»: la famille traditionnelle, l'avortement et, en particulier, l'hostilité aux mariages entre conjoints de même sexe. Dans onze états, les citoyens ont appuyé par référendum des propositions visant à consacrer les valeurs traditionnelles. En fait, ces propositions l'ont emporté par des marges très supérieures à celle de la victoire de Bush sur Kerry.

En Ohio, par exemple, l'interdiction du mariage gai a recueilli 62 % de «oui». En Floride, un autre enjeu «moral» était sur le bulletin: l'obligation de notifier les parents d'une mineure cherchant à obtenir un avortement. Le «oui» l'a emporté avec 65 % des voix. Il est très plausible que ces propositions référendaires, en misant sur des valeurs conservatrices, aient contribué à faire «sortir» un grand nombre d'électeurs sympathiques à Bush dans les fameux *swing states*.

Ces référendums ont peu à voir avec les enjeux sociaux et économiques qui divisent les deux partis au Congrès. George W. Bush n'a pas reçu le mandat de privatiser la caisse de la sécurité sociale, une idée que le public accueille avec scepticisme. Sur la santé, où les propositions de John Kerry étaient nettement plus populaires que les siennes, le président n'a fait aucun gain. En bref, en politique intérieure, on appuie le président sur les valeurs familiales, mais il n'y a pas eu de coup de barre vers la droite sur les enjeux qui touchent «le pain et le beurre».

Qu'est-ce que ceci annonce en termes législatifs pour les prochains quatre ans? L'immobilisme devrait prévaloir, car les majorités républicaines

dans les deux chambres du Congrès — même majorées de quelques sièges — sont insuffisantes pour changer les règles de ces institutions. Ces majorités ne suffiraient pas à contraindre une minorité démocrate déterminée à agir pour bloquer des mesures qu'elle juge inacceptables en utilisant un vieux outil prisé des conservateurs des années 1950: le *filibuster*.

Les commentateurs canadiens, habitués aux règles parlementaires de ce pays et à la discipline de parti, ont accordé trop de crédit au thème d'un mandat conservateur à la suite de la victoire de George W. Bush. Le système politique américain est conçu pour rendre la gouvernance difficile et une minorité déterminée y dispose de plusieurs outils de blocage.

Après l'élection de 2000, même sans la majorité des voix, le président disait avoir reçu un mandat clair. Il sera sans doute d'autant plus tenté de proclamer cette fois-ci la clarté du mandat qu'il a reçu. Mais ceci ne lui confèrera pas plus de légitimité que son résultat électoral de 2000.

Le fait demeure que l'élection de 2004 fait écho aux divisions de 2000, car la marge demeure mince. Là où les électeurs se sont exprimés avec plus de force qu'en 2000, soit sur les enjeux moraux, le vote avait peu à voir avec la mission du gouvernement fédéral dans la santé, l'éducation, la fiscalité et la sécurité sociale. Bien sûr, le fait que l'élection n'ait été qu'un écho de celle de 2000 représente une grande déception pour les démocrates. Il ne s'agit toutefois pas d'un épisode annonciateur de profondes transformations en politique américaine. L'image qui conviendrait plutôt serait celle de quatre ans de lutte dans la boue.

La durée d'une campagne électorale est trop courte pour renverser des tendances aussi profondément enracinées. Le conservatisme domine les États-Unis et l'Occident aujourd'hui parce que les forces conservatrices sont organisées et ont pris les moyens pour que leurs préceptes soient largement diffusés autant dans les milieux intellectuels que dans les zones rurales, en s'appuyant sur des *think tanks* et par l'entremise des médias, des groupes religieux ou de clubs sociaux de toutes natures.

La gauche n'a pas ce réflexe même si elle dispose d'organisations mais qui semblent se conforter dans une logique d'opposition ou de défense au lieu, comme à droite, de viser la conquête et l'exercice du pouvoir.

Pourtant, les gauchistes aiment la liberté et en jouissent plus que les conservateurs. Mais ils répugnent à employer les mêmes méthodes pour faire triompher leurs idées. La morale de gauche existe, mais elle exclut le dogmatisme et se conjugue avec la liberté de pensée. La sécurité est aussi une notion de gauche, mais qui s'exprime par la coopération, le multilatéralisme, la solidarité et la protection sociale.

La gauche ne peut plus espérer un miracle électoral dû au charisme d'un candidat sorti d'une boîte de *Craker Jack*. Miser sur l'alternance serait également suicidaire. Les progressistes doivent réaliser qu'ils se battent contre une hydre. Le néolibéralisme est aussi en train de conquérir l'Asie. Pour que leur vision du monde triomphe, il leur faut prendre les moyens, travailler sur le long terme et tous azimuts avec persévérance et conviction.

On s'en reparle dans dix ans.

[michel.venne@inm.qc.ca](mailto:michel.venne@inm.qc.ca)

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (papier édit, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duchois, Michèle Malenfant et Christine Dumazert (recteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (supplémentaires spéciaux et culturels); Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias); Caroline Montpetit (films); Odile Tremblay (cinéma); Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutsiac (correspondants parlementaires à Québec); Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Aharie (secrétaire à la rédaction); Marilyn Hamelin, Alexandre Shields (commissaires); à la documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Christiane Legault, Anselme Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires); Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Nathalie Zernatis, Michel Bernatchez, Philippe A. Nadeau, Claire Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Flynn, Olivier Zaida. INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lenard, (coordonnatrice de la promotion et de la sollicitation), Geneviève Duguay, Monique Heuereux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleurs), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross.

# ACTUALITÉS

## MERCIER

SUITE DE LA PAGE 1

confiance surtout avec la crise qu'on a connue. [...] Je ne pense pas que ce soit l'obsession des militants d'avoir toutes les portes ouvertes vis-à-vis de la question référendaire.

Les participants à ce premier congrès de circonscription ont également adopté à l'unanimité une résolution pour que le PQ entreprenne dès maintenant des travaux préparatoires sur l'accession du Québec au statut de pays. Bernard Landry a ouvert la porte à un tel effort, mais seulement au lendemain d'une victoire électorale. «On veut expliciter les choses. Mercier lui demande d'être ouvert à cela», a souligné M. Turp.

De plus, le programme péquiste devra prévoir le dépôt d'un budget d'un Québec souverain. Il s'agit d'une des idées défendues par François Legault, candidat dans la course larvée au leadership. «Aller en référendum sans budget, c'est prêter le flanc aux adversaires et à l'insécurité de la population», a défendu François Rebello, un proche de M. Legault.

Avant d'ouvrir les débats en plénière, les militants ont accueilli le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. Ce dernier a estimé que Bernard Landry passerait à travers la turbulence qui secoue son parti à l'heure actuelle. «J'ai grande confiance dans le chef du Parti québécois. Il allie passion et compétence», a-t-il d'abord lancé sous des applaudissements polis. «Quand vous passez à travers des moments difficiles, vous en sortez renforcé», a-t-il affirmé.

Après son discours, il a salué la détermination du chef péquiste auprès des journalistes. «C'est un gars acharné qui a travaillé toute sa vie et qui va le faire encore ce coup-ci», a-t-il indiqué.

Après le passage de M. Duceppe, d'autres amendements ont été adoptés par les militants qui avaient vraisemblablement bien épluché les documents. Ils ont donné une plus grande place au développement durable. Ils ont adopté la parité entre les hommes et les femmes au sein des instances. Ils ont scindé les fonctions de président et de chef du Parti québécois. Ils ont attribué le droit de vote aux délégués du club politique, le SPQ Libre (syndicalistes et progressistes pour un Québec libre). Ils ont changé le nom de la Commission politique pour Commission nationale du projet.

Et après plus de six heures de débats, les militants ont finalement été appelés à voter sur le choix des délégués. Onze personnes, dont l'éditeur Pierre Graveline et le rédacteur en chef de *L'aujourd'hui*, Pierre Dubuc, ont reçu le mandat de participer au vote de confiance envers Bernard Landry.

Malgré la présence de M. Rebello dans l'organisation Legault, la délégation de Mercier, formée des membres de l'exécutif local, n'est donc pas homogène. Des délégués élus se sont d'ailleurs bien défendus de faire partie d'une quelconque «slate». «Nous ne sommes pas un exécutif «legaultiste». Nous sommes des gens fidèles au parti. Il y a des gens qui peuvent avoir des positions divergentes, dès son l'exception», a affirmé André-Bernard Guévin.

Pour Jennifer Drouin, l'enjeu n'est pas autour du leadership, mais plutôt sur la définition concrète du projet de pays. «Pour le moment, M. Landry est le chef légitime, et je suis derrière lui», a expliqué Mme Drouin. Sa collègue Esther Lapointe est allée dans le même sens. «Mon choix n'est pas fait. Je sais qu'il y a une course à la chefferie malgré ce qu'on en dit. Mais j'aime les choses transparentes. J'attends donc que la course se fasse au grand jour pour pouvoir m'y impliquer au grand jour», a-t-elle précisé.

Le député s'est dit fier de l'esprit critique des délégués élus. «Mercier est un bon exemple du pluralisme du Parti québécois au moment où l'on se parle», a commenté, un sourire en coin, Daniel Turp.

Quant à M. Rebello, il a rappelé que le vote de confiance à Bernard Landry était conditionnel. «Pour les pro-Legault comme moi, si ça va dans le bon sens, on va soutenir M. Landry», a-t-il dit.

Deux congrès de circonscription avaient lieu hier: Mercier et Pontiac. Dans les prochaines semaines, le rythme de ces assemblées préalables à la tenue des congrès régionaux, qui eux-mêmes convergeront vers le congrès national, va s'accélérer.

Le Devoir

## LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

### Les avis de décès (Le Mémoriel)

Au téléphone (514) 525-1149  
Par courriel info@lememoriel.com

### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

### Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

*Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec World, 30, Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

Quelques heures après l'annonce d'Allaoui, des avions de combat américains ont pilonné Fallouja tandis que d'intenses combats opposaient des forces terrestres à des insurgés à la périphérie urbaine, ont rapporté des témoins.

De violents affrontements ont lieu dans les faubourgs est et ouest de la ville, notamment aux abords d'un pont sur l'Euphrate, ont-ils dit. Selon CNN, les troupes américaines se sont aussi emparées du principal hôpital, situé en bordure de la ville du côté ouest.

On ne dispose pas d'autres précisions pour le moment. Les forces américaines préparent depuis plusieurs jours une offensive tous azimuts sur Fallouja pour s'en assurer le contrôle.

La décision du premier ministre irakien d'imposer l'état d'urgence intervient alors que plus de 50 policiers ont été tués en 48 heures par la guérilla. Hier à l'aube, 21 d'entre eux ont été exécutés par 200 hommes armés qui ont pris d'assaut leurs postes de police à Haditha et Haqlaniya, à 200 km à l'ouest de Bagdad.

La veille, 26 policiers et gardes nationaux avaient trouvé la mort dans l'explosion de quatre voitures piégées et dans des attaques contre des postes de police à Samarra, à 125 km au nord de Bagdad. Des perquisitions minutieuses étaient menées hier dans la ville, où un couvre-feu était instauré.

Cette attaque a été revendiquée par le groupe de l'islamiste Abou Moussab al-Zarqawi, considéré par les Américains comme leur principal ennemi en Irak.

Quelque 10 000 soldats américains sont massés autour de Fallouja, se préparant à affronter 3000 insurgés protégés par des défenses et des pièges.

Les services de renseignement américains estiment à 1200 le noyau dur des combattants à Fallouja, dont au moins la moitié d'Irakiens, et à 2000 ceux venus des environs pour leur prêter main-forte. Selon les planificateurs militaires américains, les insurgés vont d'efforcer d'infliger les plus lourdes pertes possibles aux GI, afin de provoquer un mouvement d'opinion aux États-Unis.

Les combats les plus acharnés, estiment ces experts, devraient se dérouler dans la vieille ville de Fallouja, aux ruelles fortement peuplées. Les insurgés devraient tirer le meilleur parti de la configuration des lieux, et attirer les troupes américaines dans des pièges mortels, à base de mines ou d'immeubles piégés.

### «Le combat de l'Amérique»

Les commandants américains ont commencé à galvaniser leurs troupes, à l'instar du général John Sattler, chef de la première Force expéditionnaire de marines, hier devant 2500 de ses hommes près de Fallouja.

«C'est le combat de l'Amérique», leur a-t-il lancé. «Nous y avons ajouté nos partenaires irakiens. Ils veulent y aller et libérer Fallouja. Ils sentent que cette ville est tenue en otage par des voyous, des assassins et des terroristes. Que Dieu vous bénisse, tout un chacun d'entre vous. Vous connaissez votre mission. Allez-y et remplissez-la.»

De leur côté, les insurgés se tenaient prêts pour défendre Fallouja comme ils l'avaient fait en avril en

SUITE DE LA PAGE 1

Le premier ministre a présidé hier en Cisjordanie une réunion du conseil national de sécurité palestinien. Au cours de cette rencontre, les différents responsables de la sécurité ont approuvé le plan d'Ahmed Qorei «pour appliquer la loi et la sécurité», a rapporté le ministre palestinien Saeb Erekat.

Ahmed Qorei s'était entretenu samedi dans la bande de Gaza avec des délégués des 13 factions palestiniennes, y compris le Hamas et le Jihad islamique, pour garantir que le décès de Yasser Arafat ne provoquerait pas d'émeutes.

Le médecin général Christian Estripeau, chargé de communication du service français de santé des armées, a déclaré hier: «les termes du bulletin de santé de vendredi soir sont toujours d'actualité». Le communiqué en question indiquait simplement que l'état de santé du dirigeant palestinien ne s'était «pas aggravé» et était «considéré comme stable».

SUITE DE LA PAGE 1

Dire que des femmes ont voulu émigrer et que leur famille les a encouragées, ça, sur le plan national, c'est très difficile à accepter.»

### Doublement isolées

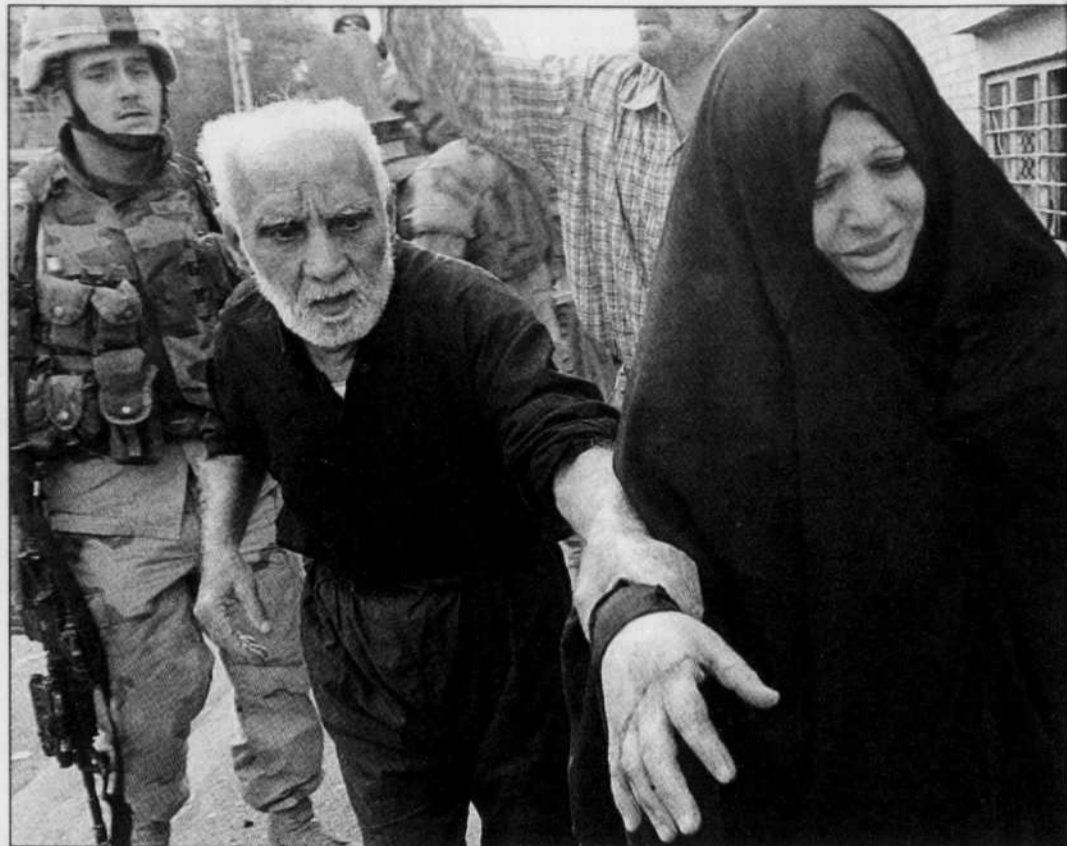
Ainsi, depuis 1981, le gouvernement bangladais a tour à tour interdit ou limité l'émigration des femmes, qui se sont alors retrouvées doublement isolées et enchaînées. D'abord par la culture de la *purda*, issue des traditions, et de l'islam, qui les tient à l'écart des hommes et des lieux publics, ensuite par cette illégalité qui, sans freiner les migrations, rend les femmes plus vulnérables.

D'une part, elles doivent payer un *bakchich* (pot-de-vin) six fois plus élevé que les hommes, soit 10 000 takas (500 \$), l'équivalent de deux mois et demi de salaire. D'autre part, «s'il leur arrive un pépin là où elles vont, comme elles sont illégales, les autorités peuvent leur dire: "Démerdez-vous", déplore l'anthropologue. Et ça facilite le travail de ceux qui font la traite des femmes.»

Bien sûr, le phénomène de la traite des femmes existe aussi. Un crime très sévèrement — mais très rarement — puni par les autorités, qui repose sur une chaîne d'événements et d'individus et, parfois, une longue route dans plusieurs pays, comme la chercheuse l'a compris. Un crime qui prend aussi plusieurs visages, dont celui de la prostitution, alors que des femmes sur trois confient s'y livrer, commercialement ou non. Une situation qui inquiète Mme Blanchet, rappelant que seulement 8 % d'entre elles ont une bonne compréhension du phénomène du VIH-sida.

Mais elle tient à distinguer toutes ces réalités. Dans l'une de ses études (*Bangladesh Girls Sold As Wives in North India*, 2003), elle a découvert que, sur 1200 femmes interviewées à leur retour au pays 15 ans après avoir émigré, 10 % avaient été vendues comme épouses dans le nord de l'Inde. Une réalité qui perd toutefois du terrain (un sommet aurait été

## IRAK



ALI JASMIN REUTERS

Une femme blessée quitte les lieux d'un attentat suicide qui visait le domicile du ministre des Finances, Adel Abdel Mahdi, hier, à Bagdad.

empêchant l'armée américaine d'entrer dans la ville.

«Depuis des mois, les forces américaines se préparent à l'offensive contre Fallouja, et la résistance en fait autant», a déclaré cheikh Abdel Moneim al-Badrani, membre du comité exécutif du Conseil des oulémas sunnites, qui réside dans la ville rebelle.

Plusieurs ruelles débouchant sur l'avenue qui traverse la ville d'est en ouest sont obstruées par des blocs de ciment et des sacs de sable posés par les insurgés pour se mettre à l'abri des francs-tireurs américains.

Selon le renseignement américain, les combattants seraient au moins 2000, pour la plupart des membres du réseau de l'islamiste Abou Moussab al-Zarqawi. Ils ne semblaient pas pouvoir compter, comme c'était le cas au printemps, sur des renforts extérieurs, les sunnites irakiens, las de cet interminable face-à-face, étant peu mobilisés par l'offensive annoncée.

Les forces américaines ont également pilonné hier soir Garma, une localité au sud-est de Fallouja et des accrochages se déroulaient dans le village d'Abou Aoudah, au sud de Garma.

A l'ouest de Bagdad, deux soldats américains ont été tués dans des attaques séparées qui ont également fait quatre blessés, tandis que près de Bassora un civil britannique a été tué.

En outre, deux soldats britanniques ont été griève-

ment blessés près de leur base dans un attentat suicide, a indiqué un porte-parole du ministère britannique de la Défense. Quelque 850 soldats britanniques sont déployés depuis fin octobre à l'ouest de Bagdad pour relever des troupes américaines redéployées autour de Fallouja.

A Bagdad, un attentat suicide contre le domicile du ministre des Finances, Adel Abdel Mahdi, a tué un de ses gardes.

Trois membres du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRI) ont été tués à Latfiya, au sud de Bagdad, où vingt-cinq rebelles ont été tués dans une embuscade tendue par des policiers en civil.

Deux chauffeurs de camion, un Irakien et un Turc, qui travaillaient pour l'armée américaine, ont été tués au nord de Bagdad et les corps criblés de balles de quatre Irakiens employés sur une base américaine ont été découverts au sud de Kirkouk.

A Paris, le ministre des Affaires étrangères Michel Barnier a déclaré que les deux journalistes français enlevés en Irak le 20 août dernier, Christian Chesnot et Georges Malbrunot, «étaient en vie, il y a quelques jours» et que la France s'efforçait toujours d'obtenir leur libération.

Agence France-Presse, Associated Press et Reuters

## ARAFAT

SUITE DE LA PAGE 1

Yasser Arafat a été admis le 29 octobre à l'hôpital militaire Percy de Clamart, dans les Hauts-de-Seine. Aucun diagnostic officiel n'a été publié. Des informations contradictoires ont été données sur son état. Vendredi, la déléguée générale de la Palestine en France Leïla Chahid a déclaré que Yasser Arafat était dans un coma «réversible». Dans la nuit de samedi à hier, Nabil Abou Rdeneh, porte-parole du président palestinien, a déclaré en sortant de l'hôpital: «Il n'est pas dans le coma [...] Actuellement, il dort.»

Sur CNN, Nabil Chaath a affirmé hier soir que Yasser Arafat était «dans le coma, mais c'est un coma réversible. Toutes ses fonctions vitales vont bien. Il n'y a pas de lésions cérébrales, pas de lésions au foie. Aucune lésion sur aucun de ses organes vitaux.»

Il a par ailleurs nié tout projet de transporter Yasser Arafat au Caire, assurant que ces informations étaient «sans fondement».

Des rumeurs ont circulé jeudi selon lesquelles le président palestinien était en mort cérébrale. Mais

le chef de la diplomatie française Michel Barnier a assuré hier que Yasser Arafat était «vivant» et se trouvait «dans un état très complexe, très sérieux et stable». Invité de l'émission *Le grand Jury RTL-Le Monde-LCI*, il a rejeté l'hypothèse d'un empoisonnement: «Rien ne me permet de dire qu'une telle hypothèse est juste.»

Par ailleurs, le ministre israélien de la Défense Shaul Mofaz a indiqué que les responsables de la sécurité avaient achevé leurs préparatifs pour les éventuelles obsèques de Yasser Arafat dans la bande de Gaza.

D'après des responsables de la sécurité, ce plan autoriserait un certain nombre de Palestiniens résidant en Cisjordanie à traverser l'Etat hébreu en autocar pour assister aux funérailles. Les dirigeants de pays arabes n'ayant pas de relations avec Israël comme le numéro un libyen Moammar Kadhafi, pourraient rejoindre Gaza en avion depuis la Jordanie.

Associated Press

## BLANCHET

SUITE DE LA PAGE 1

atteint entre 1983 et 1993) et qui amène d'autres problèmes puisque ces femmes achetées ont un statut très bas, ce qui nie tout héritage à leur progéniture. «La plus jeune épouse esclave qu'on a rencontrée a été mariée en 1974.» Ce phénomène répondait, d'une part, à la pauvreté des familles qui ne pouvaient pas payer de dot à leur(s) fille(s) et, d'autre part, aux infanticides qui ont décimé une large part de la population féminine.

Mais «j'ai voulu montrer que la traite des femmes ne signifiait pas nécessairement qu'elles sont vouées à la prostitution», explique-t-elle. Selon les données de *Cross Border Labour Migration and Trafficking of Women from Bangladesh*, une autre recherche menée en 2003, l'émigration motivée par la recherche de travail est de plus en plus nette. «De plus en plus, les femmes émigrent pour aller travailler, dit-elle. En effet, il y a une demande de main-d'œuvre féminine au Moyen-Orient. Dans les années 1970-80, on avait besoin d'hommes pour construire les infrastructures. Maintenant, c'est dans les services qu'on recrute, des services de toutes sortes: domestiques, sexuels, etc.»

Or 75 % de ces travailleuses illégales disent avoir tiré plus d'avantages que d'inconvénients de leur migration. Et ce, même si seulement 60 % d'entre elles ont connu un gain économique et que, toujours suspectes aux yeux de la société, elles paient le prix de leur réputation. «Ça montre une société en pleine mutation», commente Mme Blanchet.

### Les larmes stériles de la pitié

Passionnée par son travail, ébranlée par le courage de ces femmes, Thérèse Blanchet tente de démêler l'écheveau complexe de leur condition et lutte pour la reconnaissance positive de l'émigration. Pour nous ouvrir les yeux sans qu'y coulent les larmes stériles de la pitié planétaire, laquelle ne fait que nourrir l'industrie de la pauvreté et du développement dans ce pays classé comme le plus corrompu au monde par Amnistie internationale depuis quelques années.

«À une certaine époque, on ne voulait pas que des études montrent que la pauvreté avait baissé de peur

que les fonds d'aide au développement [dont une partie allait dans les poches des gouvernants] diminuent.» La dame n'est pas plus aimable envers l'aide internationale qui a afflué après l'indépendance politique du pays, en 1971. «On se demande ce que les consultants ont laissé au Bangladesh. Je partage la colère et le ras-le-bol des Bengalis qui se sont fait dire pendant des années qu'eux ne savaient rien et que, en deux semaines, des experts allaient leur dire quoi faire. C'est humiliant.»

L'anthropologue est arrivée au Bangladesh en 1978 avec son mari, qui y avait un contrat de deux ans, et leurs deux enfants, l'un de huit ans et l'autre de 14 mois. Un quart de siècle et des dizaines d'études plus tard, son mari est reparti, mais elle-même y vit toujours avec un troisième fils, né là-bas et aujourd'hui âgé de 16 ans. Elle a fondé le Centre de recherche Dristhi, basé à Dacca, dont la petite équipe se déplace selon les sujets et les populations à l'étude.

«Ce qui m'a fascinée au départ, c'est le défi: comment les femmes pouvaient vivre dans cette culture qui leur réservait un espace qui me semblait, à moi, femme occidentale, si restreint. Comment pouvaient-elles trouver un sens à leur vie?» La réponse est peut-être dans leurs migrations, que Mme Blanchet tente de chiffrer plus précisément dans une étude en cours. Mais «on ne peut pas protéger les femmes à moins qu'il n'y ait une collaboration des pays d'où elles partent et des pays récepteurs», prévient-elle.

Or, pendant que le Bangladesh s'entête à nier la réalité, l'Inde voisine a lancé, sous le gouvernement précédent, une campagne de dénigrement en gonflant les chiffres de l'émigration. Et les droits de la personne demeurent lettre morte dans les pays du Moyen-Orient.

L'anthropologue ne se laisse pas abattre, puisant son courage dans les fruits de sa recherche. «La première étape est franchie: au moins, il y a de l'information, alors on ne peut pas dire que le problème n'existe pas.»

Le Devoir